

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

«programme communiste»
Revue théorique en français
«il comunista»
Journal bimestriel en italien
«el programa comunista»
Revue théorique en espagnol
«El proletario», Journal en espagnol
«Proletarian», bulletin en anglais

Journal bimestriel
N° 520
Juin-Juillet-Août 2016
53^e année - 1 €, 3 CHF, £1,5, 60 DA,
0,5 DT, 20 DH, 500 F CFA, 1,5 \$ CA

DANS CE NUMERO

- Espagne. Grève des travailleurs de TMB
- Assez des sempiternelles journées d'action et de manifestations-procèsions ! Place à la lutte de classe ouverte !
- Premier Mai. Quand redeviendra-t-il le Premier Mai des Travailleurs ?
- Mouvement contre la loi El Khomri. «Marxistes-léninistes» et maoïstes, flancs-gardes du collaborationnisme syndical
- Tunisie. Un nouveau rassemblement opportuniste: le FRS
- Corée du Sud
- Incidents en série à la centrale nucléaire de Paluel.

Non à l'intervention militaire française en Syrie et en Libye!

Le 9 juin dernier une dépêche de l'AFP reprise par plusieurs journaux (1), indiquait la présence de soldats français appartenant aux «Forces spéciales», aux côtés des troupes kurdes combattant en Syrie contre l'«Etat Islamique» (EI); jusqu'alors le gouvernement français n'avait admis que la présence de 150 soldats environ dans le Kurdistan irakien.

Le ministre de la Défense Le Drian avait déjà quelques jours auparavant laissé entendre cette intervention française dans les combats autour de la ville de Minbej, dans la région d'Alep au nord de la Syrie: «On appuie par des apports d'armes, de la présence aérienne et du conseil» avait-il dit en effet sur la chaîne de télé Public Sénat. L'attaque contre cette ville aux mains de l'EI, qui est appuyée par les bombardements de la coalition américaine, est menée par les troupes kurdes du PKK/YPG, pour l'occasion rebaptisées «Forces démocratiques Syriennes» et qualifiées d'«arabo-kurdes»; la coalition doit en effet tenir compte de l'hostilité de la population et des rebelles arabes envers les Kurdes, accusés d'avoir soutenu le régime et commis des exactions contre les civils ces derniers mois lors de la conquête de différents districts (2).

Le ministre de la Défense a démenti toute participation aux combats des soldats français, qui se contenteraient de «conseiller» les combattants autochtones. Mais on sait ce que valent pareils démentis: les Forces Spéciales sont des commandos envoyés comme troupes de choc en avant-garde des troupes régulières, comme cela a été le cas lors de la récente intervention française au Mali; elles peuvent être aussi utilisées pour servir des systèmes d'armes perfectionnés dont les combattants locaux ne connaissent pas le maniement. Des Forces Spéciales américaines sont également présentes en Syrie et Obama a annoncé lors de son récent voyage en Europe l'envoi de 250 membres supplémentaires de ces unités pour aider les YPG (en plus d'un renforcement militaire en Irak).

Déjà le 25 février *Le Monde* avait révélé la présence de Forces Spéciales françaises

(Suite en page 6)

Une leçon primordiale du mouvement contre la loi Travail: Nécessite de l'orientation et de l'organisation de classe

Au moment où nous écrivons, près d'un trimestre après son début, le mouvement contre la «loi Travail» touche à sa fin, après la manifestation nationale du 14 juin qui en a été le chant funèbre.

Les grèves se sont terminées à la SNCF et à la RATP, ainsi que dans les raffineries. L'Intersyndicale appelle encore à 2 journées «d'action», mais elle insiste davantage sur la fumisterie de sa «votation citoyenne»: une longue expérience a démontré que l'appel aux urnes est un des moyens classiquement utilisés pour enterrer un mouvement de lutte (se rappeler mai-juin 68).

Aujourd'hui, de même qu'il n'y a eu en réalité qu'un simulacre de lutte (à l'exception des grèves dans les transports et les raffineries), nous avons droit à un simulacre de vote: un vote-bidon pour un résultat assuré d'avance d'être nul!

Cette «votation citoyenne» est organisée selon leurs auteurs parce que «la démocratie a un sens pour les salarié-e-s, les jeunes, les privé-e-s d'emploi, les retraité-e-s», afin de «permettre à tous (...) de s'engager dans la mobilisation». Déposer un bout de papier dans une urne serait donc une forme de lutte (ou au moins de «mobilisation»), l'Intersyndicale conservant un reste de crainte du ridicule) au même titre que la grève! De longs discours ne sont pas nécessaires pour démontrer que la force des travailleurs repose sur leur **action collective**, au

moins embryonnairement en tant que classe, se concrétisant notamment dans la grève, et non pas sur le dépôt individuel d'un bulletin de vote pour exprimer son «opinion». Dans les affrontements sociaux, dans la lutte entre les classes, les «opinions» ne comptent pas, seul compte le **rapport de force**.

Quant à la «démocratie», elle a malheureusement un sens, mais un sens **anti-prolétarien**.

Selon la mystification démocratique, tous les individus sont égaux et disposent des mêmes droits, qu'ils soient patrons ou prolétaires. Pour elle, les classes n'existent pas et la lutte des classes est une absurdité, puisque, basés sur le «libre choix» des «citoyens», les mécanismes démocratiques expriment la «souveraineté populaire», justifiant ainsi l'ordre social existant. En réalité la société est bel et bien divisée en exploités et exploités, autrement dit en classes sociales aux intérêts antagoniques; et la classe exploiteuse qui possède tout, possède aussi les moyens de forger l'opinion publique, ce que Marx exprimait de cette façon: **les idées dominantes sont les idées de la classe dominante**.

Mais le système démocratique laisse la liberté à tous de s'exprimer avec ses consultations électorales organisées à intervalles réguliers, donnant ainsi l'illusion qu'il soit possible de changer les choses par le vote.

Bien que la réalité démontre tous les

jours le contraire (quand le résultat d'un vote la gêne, la classe dominante l'ignore), c'est une illusion tenace qui constitue l'un des plus puissants moyens pour prévenir la lutte prolétarienne et le combat révolutionnaire: pourquoi se lancer dans une lutte difficile et risquée s'il suffit d'attendre de pouvoir tranquillement déposer un bulletin lors des prochaines élections? Pour mieux faire passer l'arrêt du mouvement contre les attaques du gouvernement Sarkozy sur les retraites, les syndicats avaient ainsi expliqué qu'il fallait continuer la lutte sur un terrain plus propice: celui des urnes, lors des élections qui approchaient. Nous avons vu le résultat...

C'est précisément pour donner plus de puissance à son initiative **démobilisatrice** en s'appuyant sur ces funestes illusions démocratiques que l'Intersyndicale lui a donné l'aspect d'un vote, plutôt que celui d'une banale pétition.

* * *

L'Intersyndicale avait commencé le mouvement en exigeant le retrait pur et simple de la loi El Khomri jugée «non négociable» et «non amendable».

Mais alors même que le mouvement commençait à s'amplifier malgré son savant saucissonnage des grèves, elle abandonnait la

(Suite en page 2)

Référendum sur l'Europe: Les prolétaires britanniques n'ont aucun côté à soutenir !

La campagne électorale pour le référendum sur le maintien ou la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union Européenne a pris une animation de plus en plus grande au cours des dernières semaines (une député travailliste faisant campagne pour le maintien a même été assassinée par un militant d'extrême droite) alors qu'auparavant elle rencontrait une certaine indifférence, surtout parmi les prolétaires et les couches laborieuses de la population. Les partisans du «Brexit» (sortie de l'UE) outre leur argument traditionnel de la défense de la souveraineté britannique, ont de plus en plus mis au premier plan de leur propagande la «menace» que représenterait le flux de travailleurs immigrés européens et extra-européens dans le pays, attisant les sentiments nationalistes et chauvins; de leur côté les partisans du maintien s'efforcent de dramatiser les risques de crise économique que représenterait la sortie de l'UE.

Les récents sondages prévoyant une majorité de votants pour le Brexit ont d'ailleurs provoqué non seulement une baisse de la monnaie britannique, mais aussi une chute des bourses, et pas seulement européennes, inquiètes des conséquences d'un tel événement sur une économie mondiale déjà en plein ralentissement. La Grande-Bre-

tagne est en effet une des principales économies européennes, et les inévitables perturbations économiques que représenterait sa sortie de l'UE ne seraient pas négligeables, au moins dans l'immédiat. C'est bien pourquoi les organisations internationales comme le FMI ou l'OCDE ont mis en garde contre cette éventualité, rejoignant les discours alarmistes du premier ministre Cameron ou de la Banque d'Angleterre (la Banque centrale du Royaume Uni).

Sachant que la plus grosse partie du commerce britannique se fait avec l'Union Européenne (selon les mois, de 38 à 48% des exportations, et de 47 à 55% des importations d'après les statistiques douanières officielles), on comprend que les secteurs capitalistes les plus importants du pays, que ce soit les grandes entreprises ou la City londonienne - véritable centre financier de l'Europe -, soient partisans du maintien dans l'Union Européenne; 80% des membres de la *Confederation of British Industry*, qui regroupe les plus grandes entreprises, sont de cet avis. Lors de sa visite officielle en Grande-Bretagne en avril le président Obama a exhorté les britanniques à rester dans l'Union Européenne; il exprimait ainsi les intérêts des nombreuses firmes américaines qui se sont implantées dans le pays pour pouvoir

avoir un accès plus commode au marché européen (un marché de plus de 500 millions d'habitants), tout en jouissant d'un environnement linguistique, légal et social plus semblable à celui de leur pays d'origine: ces entreprises pâtiraient inévitablement de la disparition du libre accès à ce marché.

Cependant le fait que des forces politiques bourgeoises importantes (comprenez y compris des ministres du gouvernement actuel!) se soient déclarées en faveur du Brexit, s'explique par le fait que certains secteurs capitalistes y auraient intérêt; c'est notamment le cas parmi les petites et moyennes entreprises qui travaillent pour le marché local (ou celui du Commonwealth, le reste de l'ancien empire colonial), et qui voient dans les réglementations européennes une gêne à leurs affaires: à peu près la moitié des patrons de ces petites et moyennes entreprises se déclarent partisans du Brexit.

On peut trouver une expression de cette division parmi les bourgeois britanniques dans le fait que la Chambre de Commerce britannique ait déclaré sa neutralité sur la question (après que son président, qui a dû pour cette raison démissionner, se soit dé-

(Suite en page 2)

Nécessité de l'orientation et de l'organisation de classe

(Suite de la page 1)

revendication du retrait de la loi pour ne plus revendiquer que la suppression de certains de ses articles qui en formaient la «colonne vertébrale», selon les mots de Martinez.

Puis lors de son entrevue avec le ministre du travail, alors que la manifestation du 14/6 avait été un succès incontestable (le nombre de manifestants ayant sans aucun doute été bien supérieur aux 75 000 annoncés par la police), Martinez comme quelques jours auparavant Mailly (FO), renonçait à cette dernière revendication pour demander seulement l'«encadrement» de ces articles. Plus les travailleurs entrent en action et plus les directions syndicales cèdent aux exigences gouvernementales!

C'est sans doute pourquoi Lutte Ouvrière écrivait le 25 mai sur les colonnes de sa revue *Lutte de classe* que la CGT «assume cette épreuve de force, y compris en accentuant la mobilisation de ses militants dans

les secteurs où elle est le plus implantée. Là aussi où elle craint le moins de perdre la maîtrise du mouvement. Mais, de fait, elle apparaît aujourd'hui comme la principale responsable de la poursuite de ce dernier»!

En réalité la CGT comme les autres organisations de l'Intersyndicale, de fait, redoutent l'entrée en lutte réelle des prolétaires, c'est pourquoi elles reculent chaque fois que pointe le risque de cette entrée en lutte. Elles n'organisent un mouvement que dans la mesure où elles le contrôlent, et parce que, le mécontentement s'accroissant, il faut mettre en place une soupape de sécurité pour laisser échapper la tension qui risque sinon d'exploser. Elles réaffirment ainsi aux yeux de la bourgeoisie leur irremplaçable utilité comme garde-fou de l'ordre social.

Il ne faut pas s'y tromper: les attaques dans les médias et par la voix des politiciens contre les syndicats et la CGT en particulier ont pour fonction de crédibiliser cette dernière aux yeux des prolétaires les plus com-

batifs. Contrairement à ce que font croire aux prolétaires les divers groupes dits d'extrême gauche comme Lutte Ouvrière ou le NPA (voir aussi l'article que nous consacrons à des groupes moins connus), les bourgeois sont parfaitement conscients que ces organisations ne leur sont pas hostiles et ne défendent pas vraiment les travailleurs; ils les fréquentent suffisamment tous les jours à tous les niveaux des innombrables instances de la collaboration entre les classes pour en être certains.

Les appareils syndicaux (aidés aussi dans cette affaire par la prétendue «extrême gauche» dont certains membres se sont hisses jusqu'à la direction des syndicats), ont réussi à contrôler de bout en bout le mouvement, permettant ainsi aux capitalistes et au gouvernement à leur service de faire passer leur dernière attaque en date, au prix de perturbations somme toute limitées. C'est pour les bourgeois le gage que lorsque le gouvernement socialiste, trop usé, laissera la place à un autre, le terrain social sera en grande partie déminé: les attaques à venir en seront facilitées.

Quant aux prolétaires, ils doivent regarder la réalité en face. En dépit d'une indéni-

ble combativité de nombreux travailleurs, en dépit du mécontentement dont il était l'expression, le mouvement contre la loi El Khomri a été battu. La leçon à en tirer est qu'il s'agit d'une nouvelle démonstration de la nécessité de l'orientation et de l'organisation de classe indépendante pour résister aux capitalistes. Il est impossible de compter sur les appareils syndicaux et sur les organisations politiques réformistes (y compris d'«extrême gauche») pour mener une lutte réelle. Tant que les prolétaires ne réussiront pas à prendre en mains leur mouvement et leurs luttes, tant qu'ils ne réussiront pas à en arracher la direction aux forces de la collaboration de classe, ils auront beau faire preuve de la plus grande combativité, ils seront à la fin battus. Il faudra sans aucun doute encore bien d'autres «trahisons» pour que de larges secteurs de la classe ouvrière en soient convaincus. Mais si au moins une petite minorité de prolétaires d'avant-garde, comprenant la nécessité de la rupture avec les forces syndicales et politiques collaborationnistes, commençait à travailler dans ce sens, les perspectives des inévitables combats futurs en seraient changées et la «fatalité» de la défaite disparaîtrait.

Référendum sur l'Europe: Les prolétaires britanniques n'ont aucun côté à soutenir !

(Suite de la page 1)

claré partisan du Brexit dans un discours tenu lors d'une réunion où Cameron était venu plaider pour le maintien dans l'UE !). Dans les milieux partisans d'abandonner l'UE, certains estiment que l'avenir du capitalisme britannique se joue davantage sur les marchés non-européens, asiatiques ou autres, la proportion des échanges commerciaux réalisés avec l'Union Européenne étant en baisse depuis une quinzaine d'années; tandis que d'autres pensent que se libérer des contraintes du «marché unique» européen permettrait d'accroître la compétitivité des marchandises *made in Great Britain* par rapport aux européennes...

BREXIT OU MAINTIEN DANS L'UE : UNE FAUSSE ALTERNATIVE POUR LES PROLÉTAIRES BRITANNIQUES

Le premier ministre Cameron avait sans aucun doute décidé de la tenue du référendum pour des raisons de politique intérieure; mais il avait aussi utilisé la menace d'appeler au vote pour le Brexit afin d'obtenir des concessions des autres Etats européens (ce qui rend bien peu crédible ses affirmations sur les conséquences catastrophiques d'une sortie de l'UE). Il a notamment obtenu satisfaction sur la possibilité de ne pas accorder avant un certain nombre d'années les allocations sociales aux travailleurs venus d'Europe, c'est-à-dire de faire de cette partie des prolétaires vivant dans le pays une main d'œuvre à bon marché, surexploitable par le capitalisme britannique. Les allocations sociales ne sont pas en effet un cadeau accordé par les bourgeois aux prolétaires, mais ce qu'on appelle le «salaire indirect», autrement dit la partie du salaire qui n'est pas directement versé aux travailleurs: baisser cette part signifie baisser le salaire réel payé par les capitalistes à leurs employés. Après avoir accordé cela - sans trop de difficultés! - aux bourgeois britanniques, les dirigeants européens ont réaffirmé le maintien... du statut spécial de la Grande-Bretagne dans l'UE; obtenu par les gouvernements précédents il se traduit par le fait que le pays ne fait pas partie de la zone euro ni de l'«espace Schengen» (qui permet la libre circulation des personnes) et qu'il bénéficie d'exemptions aux règles européennes dans certains domaines cruciaux pour elle, comme celui de la finance; qu'ils aient été travaillistes ou conservateurs, les gouvernements successifs ont toujours su efficacement défendre les intérêts particuliers du capitalisme britannique face à leurs prolétaires comme à face à leurs partenaires-concurrents européens ! Il

en sera de même demain, quelle que soit l'issue du référendum...

La conclusion est claire: les partisans du Brexit comme ceux du maintien dans l'UE ne sont divisés que sur la meilleure façon de défendre les intérêts bourgeois. Les prolétaires de Grande-Bretagne n'ont pas à soutenir les uns ou les autres, car ils sont tous également leurs adversaires de classe. Contre les défenseurs de la souveraineté britannique qui serait menacée par l'Union européenne, comme contre les partisans du maintien dans cette alliance d'Etats bourgeois qu'est l'Union Européenne pour préserver le capitalisme national, le seul camp pour lequel ils doivent prendre partie est celui de l'indépendance de classe et de l'union internationale des prolétaires.

Mais ce n'est pas ce que disent aux prolétaires les groupes dits «révolutionnaires» existant dans le pays: ils appellent au contraire pratiquement tous à se mobiliser en faveur de l'un ou l'autre des deux camps bourgeois!

Les groupes qui sont le plus à la remorque du Labour Party font campagne comme ce dernier et les appareils syndicaux pour un vote en faveur du maintien dans l'UE; c'est le cas des trotskystes de «Socialist Action» et de ceux de «Socialist Resistance», en justifiant cela au nom de la lutte contre le racisme: Et oui, voter pour la Forteresse Europe qui est responsable de la mort de milliers de prolétaires immigrés qui cherchaient à traverser la Méditerranée, ce serait voter contre le racisme!

Pendant la plupart des groupes et partis d'«extrême»-gauche appellent à choisir le Brexit, soit ouvertement au nom de la souveraineté du pays comme les «marxistes-léninistes du Communist Party of Britain, soit parce qu'ils affirment que l'UE est la principale force capitaliste menaçant les prolétaires et que le Brexit affaiblirait le Parti Conservateur: c'est ce que prétendent le Socialist Workers Party (principal parti d'extrême-gauche), le Socialist Party ou les spartacistes de l'International Communist League.

Pour ces contorsionnistes de l'un ou de l'autre bord, participer au référendum et soutenir des forces bourgeoises serait une habile manœuvre en faveur des prolétaires! Ils démontrent ainsi qu'ils sont complètement étrangers à la cause prolétarienne: soutenir un camp bourgeois et appeler à participer à la mystification électorale signifie en effet s'opposer aux positions de classe qui sont indispensables pour la lutte prolétarienne. Leur position sur cette question du référendum européen est la démonstration de la nature anti-prolétarienne de ces divers groupes soi-disant socialis-

tes ou communistes.

Il existe en Grande Bretagne quelques groupes appelant au «boycott» du référendum, comme le «Communist Party of Great Britain» (un des débris ultra-réformiste de l'ancien Parti Communiste) ou le groupe trotskyste «Socialist Equality Party» (membre d'un «Comité International de la IVe Internationale» plus connu par son site internet *wsws.org*). Mais cela ne suffit cependant pas à définir une position authentiquement de classe; en effet dans leurs déclarations, s'ils appellent à s'opposer au nationalisme britannique, nulle part ils appellent à s'opposer à l'Etat britannique! Outre l'opposition à l'UE et au nationalisme britannique, le SEP avance les mots d'ordre d'*Unité des travailleurs britanniques et européens*, et des *Etats-Unis socialistes d'Europe*, tandis que le CPGB appelle de ses vœux une «*Europe Unie*» «*même si cela arrive sous le capitalisme*»!

Or une partie importante des prolétaires présents en Europe et en Grande-Bretagne sont d'origine non européenne; les prolétaires Africains, Arabes, Turcs, Pakistanais, Indiens, etc., représentent une fraction significative de la classe ouvrière d'Europe et ils constituent un lien vivant qui la relie aux prolétaires de ces pays: le prolétariat d'Europe est de fait en partie extra-européen et toute orientation politique qui prend pour cadre les frontières bourgeoises de l'Europe revient à rejeter une partie du prolétariat et à restreindre sa nature internationale.

Le premier ennemi des prolétaires de Grande-Bretagne, quelle que soit leur race et leur nationalité, est «leur» propre bourgeoisie, à la tradition d'exploitation et de pillage impérialiste bien établie, et son Etat à la solidité historiquement sans égale en Europe et dans le monde.

Les seuls alliés sur lesquels ils pourront compter dans la lutte contre cet ennemi très coriace et très expérimenté, sont précisément les prolétaires des autres pays européens et non européens que de tous côtés on leur présente comme une menace. Rejeter la propagande bourgeoise, se libérer des illusions envers les bienfaits de la démocratie bourgeoise, refuser toutes les fausses alternatives que leur présentent les capitalistes avec l'aide de leurs valets de gauche ou d'extrême gauche, est une nécessité élémentaire pour aller vers la reconquête de l'indépendance de classe dont ils ont été les premiers à donner l'exemple avant d'être subjugués par la puissance de leur capitalisme lancé à la conquête du marché mondial. En s'engageant dans cette voie, les prolétaires de Grande-Bretagne devront aussi s'atteler de nouveau au combat entamé autrefois par leurs glorieux prédécesseurs pour la constitution du parti et des organisations de classe férocement anti-bourgeoises, faisant vivre le vieux mais toujours actuel mot d'ordre: Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

18/6/2016

ESPAGNE

Grève des travailleurs de TMB: la municipalité de Barcelone montre son véritable visage anti-ouvrier

Les 22, 23, 24 et 25 février des grèves étaient prévues dans les transports urbains de Barcelone dépendant de l'entreprise municipale TMB et dans le réseau de banlieue; ces dates coïncidaient avec la tenue dans la capitale catalane du *World Mobile Congress*, une foire internationale de téléphonie mobile qui espéraient attirer près de 95 000 personnes.

Bien que les syndicats qui avaient appelé à la grève n'entendaient pas rompre avec la pratique habituelle des grèves légales et soumises à l'arbitrage public, avec un service minimum de 50% du trafic pour le métro aux heures de pointe, et pour les autobus une grève limitée à deux heures par équipe, les conséquences négatives à prévoir pour la tenue de cette grande messe capitaliste, ont mis en alerte le patronat, le gouvernement autonome et la municipalité: ils ont décidé d'utiliser toutes leurs forces pour vaincre

les travailleurs.

Parmi tous ces gens la maire Adea Colau, élue sur une liste liée au soi-disant «parti de la gauche radicale» *Podemos*, s'est mise en avant, prenant la tête de cette réaction, montrant ainsi le vrai visage de sa municipalité et de son parti, toujours en lutte contre tout ce qui pourrait troubler la paix sociale, et défenseurs inlassables de la bourgeoisie locale.

Le World Mobile Congress (WMC) est une des initiatives avec lesquelles la bour-

Assez des sempiternelles journées d'action et de manifestations-procèsions ! Place à la lutte de classe ouverte !

(Tract diffusé par nos camarades)

Depuis plus de deux mois, depuis que le projet de loi El Khomri – écrit « sous la dictée du Medef », comme l'a écrit le quotidien patronal *Les Echos* (1) – a été annoncé, les appareils syndicaux qui ne se sont pas précipités pour soutenir le gouvernement comme la CFDT, ont eu recours à la vieille pratique des « journées d'action » organisées de loin en loin, d'appels à la grève limités et ponctuels, catégorie par catégorie (tantôt la SNCF et la RATP, tantôt les routiers, tantôt les raffineurs...).

C'est ainsi qu'après la journée du 28 mai où les manifestants sont restés nombreux en dépit des attentes gouvernementales, de la propagande des médias contre les « casseurs », des intimidations et agressions policières et de la répression accrue, et où on a vu se déclencher des grèves et débrayages dans différents secteurs, l'Intersyndicale a appelé à une manifestation nationale... le 14 juin, jour du début de la discussion du projet de loi au Sénat.

C'est-à-dire qu'elle calque la lutte qu'elle prétend mener sur le calendrier parlementaire et qu'elle fait dépendre son succès des discussions au Sénat et à la Chambre des députés! Il est clair que d'ici là les travailleurs qui se sont ou se seront mis en grève reconductible et qui ne peuvent se permettre d'attendre des semaines, auront repris le travail.

CE N'EST PAS PAR DES VOTATIONS ET DES APPELS À LA DÉMOCRATIE MAIS SEULEMENT PAR LA LUTTE OUVERTE QUE LES TRAVAILLEURS PEUVENT SE DÉFENDRE CONTRE LES PATRONS ET LEUR ETAT!

La démocratie est la forme politique qui camoufle les rapports de domination et d'exploitation capitalistes derrière une prétendue égalité entre tous les « citoyens », quelle que soit leur classe sociale: qu'ils soient chômeurs ou milliardaires, ouvriers ou patrons, tous seraient égaux en droit ; ils auraient tous, grâce au bulletin de vote, la même possibilité d'influer sur la politique de l'Etat, organisme neutre et au dessus des classes. Et la **collaboration de classe** au nom d'un soi-disant intérêt commun est le corollaire de la démocratie.

Mais la réalité quotidienne se charge de démontrer le caractère mensonger de la démocratie, intégralement **bourgeoise**; les bulletins de vote ne sont que des chiffons de papiers qui ne pèsent rien face aux intérêts capitalistes ; ce sont les patrons qui dictent les lois aux politiciens même quand ils sont élus par les travailleurs; l'Etat avec ses lois, sa police, ses juges, son Ecole, etc., est là pour défendre avant tout l'ordre capitaliste.

Toutes les « avancées » et les réformes dont les prolé-

taires jouissent encore, ont été conquises par la **lutte** prolétarienne, ou concédées par les bourgeois par crainte de celle-ci. Aujourd'hui où, en France comme dans les autres pays, les capitalistes poussent à de nouvelles réformes (**anti-réformes** plutôt) pour supprimer les anciennes qu'ils trouvent trop coûteuses, placer la riposte sous le signe de la démocratie, c'est avouer ne pas vouloir lutter.

Que les démocrates gémissent quand le gouvernement utilise l'article 49.3 (expressément prévu dans ce but par la Constitution) pour mettre fin aux débats parlementaires, ou quand Hollande s'obstine à faire passer la loi bien qu'une écrasante majorité des Français y soit opposée: ils sont dans leur rôle.

Mais il ne s'agit là que de petites démonstrations de la véritable nature de la démocratie: ne servant qu'à la bourgeoisie, elle est utilisée par celle-ci quand il s'agit de duper les prolétaires, mais elle est mise de côté aussitôt qu'elle gêne ses intérêts. La bourgeoisie donne ainsi un précieux leçon aux prolétaires, leçon que les collaborationnistes

essayent de cacher : pour défendre ses intérêts même immédiats, il ne faut pas se laisser subjugué par la fiction démocratique, seul compte le **rapport de forces** entre les classes.

Et ce ne sont pas d'impuissantes votations et de stériles journées d'action qui pourront établir ce rapport de forces, seule le peut la lutte véritable. La condition est que cette lutte soit menée avec les méthodes et les moyens **de classe**, pour la défense intransigeante des intérêts prolétariens en complète opposition aux intérêts capitalistes (de l'entreprise ou de l'économie nationale, etc.), et en totale indépendance des influences paralysantes véhiculées par les syndicats et partis réformistes et collaborationnistes de gauche ou d'extrême-gauche : lutte dépassant les barrières d'entreprise ou de corporation, se généralisant aux autres secteurs, sans se soucier des limitations légales et des dispositifs antigève, s'appuyant sur des piquets de grève, etc., lutte contrôlée, organisée et dirigée par les travailleurs eux-mêmes sur la base d'objectifs unifiants de classe.

Le conflit actuel n'est qu'une escarmouche dans la lutte entre les classes. Quel que soit son résultat, de nouvelles attaques attendent les prolétaires, selon les déclarations mêmes des politiciens bourgeois, de gouvernement ou d'opposition ; non pas à cause de la méchanceté de ces derniers mais parce qu'elles sont requises par le capitalisme en crise. Les prolétaires devront y répondre en reprenant la voie de la lutte de classe pour résister aux patrons et à leur Etat, mais aussi pour pouvoir passer ensuite à la contre-attaque contre le capitalisme, c'est-à-dire à la lutte pour la **révolution communiste**.

Si cette ultime perspective n'est évidemment pas **immédiate**, c'est elle qui doit cependant guider les prolétaires et les militants d'avant-garde dans les luttes actuelles pour éviter les pièges tendus par l'ennemi de classe et ses valets toujours prompts à avancer des voies prétendument « faciles » et des solutions soi-disant « nouvelles » pour détourner le combat vers l'interclassisme. De la possibilité qu'au moins une minorité de prolétaires commence à s'orienter dans cette direction, commence à rompre avec le collaborationnisme, dépend le succès des prochains combats.

Pour la reprise de la lutte de classe!
Pour l'organisation prolétarienne indépendante!
Pour la reconstitution du parti de classe internationaliste et international!
Pour la révolution communiste!

Les prolétaires n'ont à perdre que leurs chaînes, ils ont un monde à gagner (Le Manifeste) !

29/5/2016

(1) Cf *Les Echos*, 23/5/2016

(2) « *Amplifier la mobilisation, faire respecter la démocratie !* », Communiqué CGT, FO, FSU Solidaires UNEF UNL FIDL, 20/5/2016

TMB ...

geoisie catalane, solidement appuyée par toutes les institutions étatiques (du centre espagnol jusqu'aux plus petites municipalités de la métropole barcelonaise), prétend revitaliser l'économie locale, durement frappée par la crise capitaliste.

Il s'agit de continuer la politique de reconversion de la ville en grand centre commercial attirant de manière permanente les investisseurs; elle s'est déjà traduite par la restructuration des activités portuaires et le développement de l'industrie hôtelière qui ont attiré des centaines de milliers de touristes.

Les prolétaires de Barcelone, eux qui ne participent pas au boom immobilier et commercial, qui ne possèdent pas de commerces à touristes, qui ne vont pas voir leurs affaires s'accroître par les investissements d'entreprises de téléphonie mobile, savent parfaitement quelles sont les conséquences de cette politique: augmentation générale des prix, refoulement des classes populaires aux périphéries les plus lointaines de la ville, augmentation démesurée de la présence policière, etc. Le WMC, véritable phare, pour attirer les investissements étrangers, se réalise contre le prolétariat de Barcelone qui en supporte les frais, et la municipalité de Colau fait tout ce qu'elle peut pour qu'il se déroule sans entraves.

Cela fait des mois que les travailleurs de TMB exigent la fin du gel des salaires. Leurs revendications de base sont une augmentation de 150 euros par mois pour l'an prochain et 150 autres pour l'année suivante, et la signature de 600 nouveaux CDI. De son

côté la direction propose une augmentation beaucoup plus faible (1% sur l'année) et la signature de seulement 265 CDI. Une autre question qui soulève la colère des travailleurs, selon ce qui est apparu dans certaines AG, est le fait qu'au cours des dernières années le salaire des dirigeants a augmenté de près de 14% – pour éviter, paraît-il, que ces « précieux » gestionnaires ne partent dans le privé...

Au cours des derniers jours la municipalité d'Ada Colau, dirigeante du parti *Barcelona en Comú* qui a remporté les dernières élections sur la base du fameux « changement » personifié par *Podemos*, est intervenu activement dans les négociations. Le maire a commencé par affirmer: « *tout le monde sait qu'une grève est incompatible avec un cycle de négociations* », pour continuer ensuite en soutenant que les travailleurs avaient des salaires très élevés, de façon à les présenter comme des privilégiés, sans oublier l'argument patronal classique selon lequel « *le budget est limité et si nous acceptons les revendications, nous compromettrions la qualité du service public, nous devrions augmenter les tarifs ou les impôts* ».

On voit de quel côté se trouve la municipalité du « changement » et combien les travailleurs de MB avaient raison de scander dans leur manifestation du 22 mars: « *nos la ha colao, Colau* » (tu nous as roulé, Colau).

La grève des travailleurs de TMB n'est pas très différente de beaucoup d'autres grèves déclenchées dans les dernières années: respect scrupuleux d'une légalité qui condamne le mouvement à l'impuissance, comme le service minimum ou le préavis qui

permet aux patrons de s'organiser pour parer au mouvement... Mais son point fort était qu'elle était prévue à une date où la bourgeoisie catalane et espagnole, le gouvernement de Madrid et le roi à leur tête, attendaient une orgie d'affaires et de retombées commerciales propulsant la région au premier plan de la technologie mondiale. Les travailleurs de TMB avaient choisi une date qui aurait permis de réellement frapper les patrons et la bourgeoisie, démonstration que la force de la classe prolétarienne réside dans le fait qu'elle peut, grâce à son syndicat, grâce à son action organisée, s'attaquer aux intérêts de la classe ennemie pour arracher ses revendications. Que cette grève était dangereuse pour les patrons espagnols et catalans, c'est ce qu'a démontré le fait que ces derniers, appuyés par les gouvernements local et national se sont lancés à l'unisson contre les grévistes.

La municipalité de Colau, qui avait déjà fait ses preuves anti-ouvrières en contribuant l'année dernière à la défaite de la grève des travailleurs de Movistar, et le gouvernement régional dirigé par Puigdemont, auquel la prétendue extrême-gauche indépendantiste du CUP a accordé son soutien au parlement, ont organisé dès le début le sabotage de la grève en accord avec l'entreprise organisatrice du WMC: augmentation du service des trains avec arrêt au siège de la foire; autorisation de travail de tous les taxis le jeudi, bien que ce soit leur jour de repos; augmentation du service des autobus dans l'aire métropolitaine et des aérobus (transports pour l'aéroport), Nitbus (bus de nuit) et les taxis de la périphérie. Toute une batterie de moyens, qui sous l'abri de la légalité bourgeoise et

le patronage des nationalistes et des réformistes des divers gouvernements, qui a été dirigé comme une escadre de combat contre la force que montraient les travailleurs de TMB.

La municipalité de Colau n'a cessé de répéter que le budget de la ville ne permettait pas de satisfaire les revendications des travailleurs; mais elle n'a rien dit du coût des 3000 policiers mobilisés dans les rues de Barcelone; et elle n'a pas jugé que les 15 millions d'euros de subventions à l'organisation du WMC, la création d'une ligne de métro vers l'aéroport ou les promesses d'exemptions fiscales aux investisseurs pouvaient avoir des conséquences sur les finances de la ville: elle a clairement montré qu'elle serait toujours du côté des capitalistes et qu'elle oeuvrerait par tous les moyens à la défaite des travailleurs.

La grève des travailleurs de TMB a montré le vrai visage de l'« extrême gauche radicale » qui depuis les dernières élections municipales dirige les municipalités de Barcelone, Madrid et autres grandes villes: son « programme social » consiste en définitive à essayer d'atténuer les situations de tension sociale les plus aiguës grâce à la charité bourgeoise. Mais quand les prolétaires montrent les dents, quand ils entrent en lutte contre leurs patrons ou contre les institutions à leur service, quand ils démasquent dans les faits le vrai visage du « changement », ils se trouvent face à des autorités qui comme les précédentes, sont prêtes à leur briser les reins.

Quand la lutte de classe revient à la surface après que se soient dissipées les

(Suite en page 4)

TMB ...

(Suite de la page 3)

illusions électorales, il apparaît clairement que l'Etat que ce soit au niveau national central, au niveau des «autonomie» régionales ou au niveau municipal, et quels que soient ceux qui sont à sa tête, est l'Etat de la classe bourgeoise dont la première fonction est de maintenir la paix sociale aux dépens de la classe prolétarienne, c'est-à-dire de garantir l'exploitation >des travailleurs.

Les prolétaires de Barcelone, comme ceux du reste du pays devront retenir la leçon. Ils sont seuls face à la classe bourgeoise. Les courants qui prétendent rénover les institutions en réalité veut cacher que celles-ci sont au service de leur ennemi de classe et qu'elles feront toujours passer les intérêts de l'économie, de la ville, du pays, c'est-à-dire des intérêts bourgeois, avant les leurs.

Face à elles, ils ne pourront compter que sur leur propres forces, avec des moyens et des méthodes de lutte rompant la collaboration entre les classes et frappant réellement la bourgeoisie, et sur la solidarité de leurs seuls frères de classe.

23/2/2016

El Proletario

Órgano del
partido comunista internacional
No 10 - Abril-mayo-junio de 2016

- Europa: orden capitalista, presión incontestable de poblaciones inmigrantes
- Elecciones: La saga en el cuello proletario
- ¿Para cuándo un 1º de Mayo de los trabajadores?
- El Primero de mayo, de jornada de lucha contra el capital, se ha convertido en una fiesta del sometimiento de los trabajadores asalariados al capital. ¿Cuándo volverá a ser el Primero de mayo de los trabajadores?
- El principio democrático
- Valladolid: Sobreproducción capitalista y miseria obrera.
- Sobre la crisis prolongada del proletariado y la posibilidad de remontarla (III)
- Vitoria 1976: El triunfo de la deocracia en España
- Socialismo y feminismo (A. Bordiga)
- Flint (Michigan, USA)

Precio del ejemplar: Europa : 1,5 €, 3 FS; América latina: US \$ 1,5; USA y Cdn: US \$ 2.

« Il Comunista »

Nr.143
Maggio 2016
Nell'interno

- A quando un 1º maggio dei lavoratori?
- La presa di posizione del partito di fronte agli attentati a Bruxelles.
- L'economia mondiale su un barile di polvere
- Risorse energetiche e ambiente: ennesima presa in giro dei proletari col referendum che non risolverà nulla, né col sì né col no. La politica energetica del capitalismo non è mai passata per le mani del «popolo eletto»!
- A cent'anni dalla prima guerra mondiale (2).
- Di fronte agli attacchi della classe dominante borghese, lotta proletaria anticapitalista! (Francia)
- Flint (Michigan).
- Brennero e i «sacri confini»
- India. Ondata di scioperi nel settore automobilistico
- Italia. Disabili al lavoro e pensionati al minimo: un costo e un peso per la società borghese
- Italiani brava gente... Vittime di tortura? Invisibili
- 1921. Sulla fondazione del P.C.d'I. -Mosca e la «questione italiana»
- La donna e il socialismo (Fine) di A. Bebel
- A proposito di Daesh e anti-imperialismo
- Nel 2015, 4 morti al giorno sul lavoro: la strage di proletari continua!!!

Periódico bimestral. Precio del ejemplar: 1,5 €; £ 1; 5FS; Suscripción: 8€; £ 6; 25 FS; Suscripción de solidaridad: 16 €; £ 12; 50 FS.

Le Premier Mai, journée de lutte du Travail contre le Capital, est devenu une fête de l'asservissement des travailleurs salariés au Capital ! Quand redeviendra-t-il le Premier Mai des Travailleurs ?

Ils ont tout détruit ! Ils ont fait disparaître les organisations syndicales indépendantes de la classe ouvrière, ils ont détruit le parti de classe, ils ont falsifié et défiguré la théorie marxiste du communisme.

Classe bourgeoise dominante, petite bourgeoisie, opportunistes et collaborationnistes : ils ont uni leurs forces de conservation pour battre la classe prolétarienne qui avait osé non seulement lutter pour résister à son exploitation, mais lutter pour s'émanciper de l'esclavage salarié; une classe prolétarienne qui au niveau international avait levé le poing contre toutes les oppressions, bourgeoises et pré-bourgeoises, contre toutes les répressions utilisées par les classes dominantes du monde pour l'écraser.

Au cours des glorieuses années de la révolution prolétarienne puis des appels à la révolte lancés par l'Internationale Communiste aux prolétaires du monde, tous les pouvoirs constitué tremblèrent: de Berlin à Paris, de Londres à Petrograd, de Rome à Budapest. L'impérialisme trouva devant lui un prolétariat capable de se soulever contre un ordre apparemment immuable, et qui, renouant avec le geste des Communistes parisiens, se lançait à la conquête du pouvoir en Russie, en Allemagne, en Hongrie, en Pologne. Moscou fut conquise et devint la capitale prolétarienne et communiste; Budapest suivit mais elle fut perdue au bout de quelques mois comme l'Allemagne.

Les forces de la contre-révolution et de l'opportunisme prirent le dessus et elles purent s'appuyer sur la dégénérescence des partis communistes des grands pays comme l'Allemagne et le France, et du parti bolchevique lui-même. La grande saison de la révolution prolétarienne, seule force porteuse de l'émancipation du prolétariat de l'esclavage salarié s'acheva sur une défaite due à l'obscur alliance des bourgeois démocratiques avec le stalinisme.

Là où le prolétariat européen avait donné le plus de fil à retordre aux classes dominantes, comme en Allemagne, en Italie, en Hongrie, en Russie, la réaction bourgeoise fut la plus terrible; la vieille garde bolchevique fut éliminée, emprisonnée et ensevelie dans des camps de travail forcé des tueurs staliniens qui se vantaient de supprimer ainsi les «ennemis du peuple»; en Hongrie c'est la contre-révolution blanche qui liquida la jeune République des Conseils, tandis qu'en Allemagne et en Italie après le désarmement politique et militaire des prolétaires réalisé par les sociaux-démocrates, les forces de la réaction fasciste purent terminer le travail en écrasant la classe ouvrière.

C'est à cause de la victoire de cette gigantesque réaction internationale de l'impérialisme, que ce soit sous la veste démocratique, stalinienne ou fasciste, que le prolétariat fut conduit à participer, essentiellement comme chair à canon, à la seconde boucherie mondiale.

Depuis, plus de 70 ans d'une collaboration de classe toujours plus triviale se sont écoulés. Sans doute les grandes grèves de l'après-guerre ont montré la vitalité de la classe ouvrière.

Mais elles démontrèrent surtout la capacité des pouvoirs bourgeois à utiliser l'expansion économique qui suivit les gigantesques destructions de la guerre pour concéder aux ouvriers des améliorations limitées de leur situation en échange de la collaboration de classe avec l'aide irremplaçable de toutes les forces de l'opportunisme politique et syndical, continuant de cette façon la même politique sociale adoptée par le fascisme.

Le contrôle social n'avait plus besoin de la répression ouverte, les méthodes et les moyens démocratiques suffisaient et suffirent encore : elles font croire aux prolétaires que les améliorations de leurs conditions peuvent être obtenues à la longue par la discussion, la négociation, en reconnaissant les exigences des capitalistes et en refusant les méthodes et moyens de la lutte directe contre le patronat et son Etat

Mais les faits démontrent le contraire :

sans indépendance de classe, sans organisations de défense immédiate indépendante et sans parti de classe, les prolétaires se trouvent démunis face à la classe qui dispose de tout le pouvoir économique, politique social et militaire; pouvoir que cette classe bourgeoise exerce sans scrupules dans son seul intérêt, laissant quelques miettes à ses garde-chiourmes, les bonzes syndicaux, politiques «socialistes», «communistes» ou simplement «de gauche» et à la couche d'aristocratie ouvrière, qu'elle utilise pour influencer les masses prolétariennes et les assujettir aux exigences du capitalisme.

Les faits continuent à démontrer que les prolétaires grossissent les rangs des chômeurs, qu'ils sont victimes des accidents du travail parce que les patrons économisent toujours sur les mesures de sécurité, qu'ils voient leurs conditions de vie et de travail se dégrader inexorablement, qu'ils sont victimes de la répression quand ils osent se révolter contre leurs conditions d'esclavage; ce sont encore eux qui tombent sous les bombardements des très civilisées nations démocratiques ou qui sont obligés de prendre la voie de l'exil pour échapper aux situations de misère, de violence, de guerre provoquées ou soutenues par les grandes puissances impérialistes.

Les faits continuent à démontrer que les bourgeois ne peuvent défendre leurs intérêts qu'au détriment des intérêts des prolétaires; ceux qui affirment l'existence d'une communauté d'intérêts entre ouvriers et patrons ne font que tromper les prolétaires pour les laisser désarmés face à la voracité capitaliste.

Pour pouvoir ne serait-ce que se défendre contre les attaques quotidiennes des capitalistes contre leurs conditions de vie et de travail, les prolétaires doivent rompre complètement avec les méthodes, les moyens, les politiques de la collaboration de classe. Ils doivent retrouver les armes de leur bataille historique de classe : la lutte contre la bourgeoisie est déterminée par l'antagonisme de classe qui est constitutif de la société capitaliste.

Les armes de cette lutte ne sont pas celles que la bourgeoisie leur conseille par l'intermédiaire de ses laquais opportunistes: celles-ci ne servent qu'à paralyser leur force de classe en la noyant dans des préoccupations individuelles, corporatistes ou de catégories, compatibles avec les intérêts capitalistes. La force du prolétariat ne réside pas tant dans le nombre que dans l'organisation et dans les méthodes et moyens qu'utilise et maintient dans le temps cette organisation.

Pour pouvoir ne serait-ce que mener la lutte de défense immédiate contre les capitalistes, les prolétaires doivent se réorganiser de façon indépendante sur des plateformes de lutte pour la défense exclusive de leurs seuls intérêts de classe. Ils doivent se réarmer politiquement grâce aux expériences de lutte qui démontrent quels sont leurs véritables alliés et quels sont leurs ennemis ; dans cette bataille les prolétaires ne peuvent trouver une orientation et des indications d'action que grâce à un parti dont la mission est de défendre les objectifs généraux et historiques de la classe prolétarienne, au niveau pas seulement national, mais international: le parti de classe.

L'histoire a démontré plus d'une fois que, même après avoir subi de terribles défaites, les prolétaires peuvent reprendre leur lutte de classe, sous la pression des facteurs économiques et matériels qui rendent intolérables les conditions que leur imposent les pouvoirs bourgeois. La poussée vers la lutte ne découle pas de la «volonté» d'individus ou de groupes à se mobiliser pour un idéal ; elle découle de la nécessité de survivre dans des conditions différentes des précédentes, comme le démontrent les masses de réfugiés et migrants prêts à risquer leur vie pour atteindre les rivages européens!

Recommencer à se poser les objectifs

unificateurs des prolétaires pour pouvoir regrouper autour d'eux une force réelle, est une nécessité envers sa propre existence et un devoir envers la classe à laquelle on appartient, non par «choix», mais en raison des conditions sociales existantes; la priorité doit ainsi revenir aux revendications effectivement communes à toutes les catégories, indépendamment de l'âge, du sexe, de la catégorie ou de la nationalité, comme:

- Diminution drastique de la journée de travail
- Augmentation des salaires, plus forte pour les catégories les moins bien payées
- Salaire intégral aux chômeurs
- Non au travail sans mesures de sécurité
- Non au travail non déclaré

C'est la grève, sans préavis, illimitée, et qui ne s'arrête pas durant les négociations, qui doit redevenir l'arme principale des prolétaires de toute catégorie, de tout pays, de toute race ou de toute nationalité. Se réorganiser dans des associations économiques classistes signifie s'unir sur un même programme de lutte, pour la défense des intérêts prolétaires immédiats. Il n'y a pas d'autre voie pour arrêter la dégradation continue des conditions d'existence des prolétaires, pour sortir de l'impuissance où les a conduits la bourgeoisie et l'opportunisme collaborationnisme, et pour reprendre le combat vers leur émancipation.

Lutter pour l'émancipation du prolétariat ne veut pas dire lutter pour «plus de démocratie» qui permettrait d'obtenir plus de «prospérité», plus de «liberté», plus de «droits». Lutter pour la démocratie signifie en effet lutter pour la conservation sociale, pour le pouvoir de la bourgeoisie, pour l'asservissement du prolétariat aux capitalistes; cela signifie se livrer pieds et poings liés à ceux qui exploitent le travail salarié pour s'enrichir et augmenter encore leur puissance, à ceux qui prêchent la paix mais préparent la guerre!

Le prolétariat révolutionnaire du siècle dernier a en fin de compte perdu la bataille, mais davantage par l'action du réformisme interclassiste que par la force directe de l'ennemi de classe bourgeois. Cependant la guerre historique en prolétariat et bourgeoisie, au niveau mondial, n'est pas terminée; et à la fin, comme les vieilles classes dominantes féodales, la classe bourgeoise sera inévitablement vaincue: **la bourgeoisie produit avant tout ses propres fossoyeurs** (Manifeste du Parti Communiste, 1848)

Premier mai 2016

Programme comunista

No 103 (Janvier 2016)

- Sur la période historique actuelle et les tâches des révolutionnaires
 - Le programme révolutionnaire de la société communiste élimine toute forme de propriété de la terre, des installations productives et des produits du travail (fin)
 - Histoire de la Gauche communiste: -La question du Front Unique (2) -Amadeo Bordiga. La tactique de l'Internationale Communiste (Il Comunista n° 11, 13, 15, 19, 25, respectivement du 13, 15, 18, 22, 29 janvier 1922) -Résumé du point de vue du Parti Communiste d'Italie sur la tactique de l'I.C. dans la période actuelle, pour servir de normes à la délégation lors de la réunion du C.E. International Elargi à Moscou
 - «Communisme-ouvrier» ou démocratisme petit-bourgeois?
 - La disparition de l'individu en tant que sujet économique, juridique et acteur de l'histoire, fait partie intégrante du programme communiste original (extraits)
- Prix: 4 € / 8 FS / 3 £ / 1000 CFA / USA + Cdn US \$ 4 / Amérique Latine US \$ 1,5 / Algérie 100 DA Maroc 20 MAD

Mouvement contre la loi El Khomri «Marxistes-léninistes» et maoïstes, flancs-gardes du collaborationnisme syndical

**VOIE PROLÉTARIENNE:
DÉSERTION
DE LA LUTTE DE CLASSE**

L'OCML Voie prolétarienne, également connue sous le nom de son mensuel *Partisan*, anime depuis des années un courant critique dans la CGT, dont le blog «Où va la CGT?» connaît un certain succès. Ce blog se veut un outil pour construire une opposition interne en rupture avec le nationalisme, la défense de l'entreprise et de l'économie nationale, les arguments gestionnaires...

OÙ VA LA CGT?

Ces prises de position portent souvent juste et elles semblent attester de défense de positions de classe par le blog, et par VP qui en est l'auteur. Mais les réactions au mouvement contre la loi Travail montrent que ces déclarations cachent un aplatissement total dans les faits sur la politique collaborationniste de la CGT. C'est ainsi que 24 mai le blog applaudissait sans réserve l'action du syndicat: «notre syndicat apparaît désormais clairement comme l'organisation de défense des travailleurs en pointe. Nous ne sommes plus en 2009 quand Thibault passait plus de temps avec Sarkozy dans les bureaux de l'Élysée que sur le terrain de la lutte des classes. Là, toute la Confédération est engagée dans la guerre du pétrole», et on a même vu Martinez sur le dépôt de Haulchin dans le Nord venu soutenir les blocages. (...)

Quelque part, on est dans une phase où si on laisse passer, c'est grave pour le présent comme pour le futur, et le combat est encore plus dur avec une répression féroce, toujours incertain sur le résultat avec un gouvernement de combat. C'est l'analyse partagée par Hollande/Valls d'un côté, Martinez de l'autre – et nous aussi, bien sûr.

Et, portés par l'enthousiasme, nos maoïstes concluaient: «Nous non plus n'avons pas le choix. Donc dans le privé comme dans le public, l'heure n'est plus à des journées d'action à répétition, multiples, où chacun arbitre «à la carte» ce qu'il fait et ce qu'il ne fait pas, l'heure est à faire basculer le rapport de forces. En ce sens, la date de jeudi [énième journée d'action décidée par le collaborationnisme pour épuiser la combativité des travailleurs] est importante. Par la grève, par les blocages, par les manifestations, il faut réussir à faire un saut qualitatif pour faire lâcher le gouvernement. Donc Jeudi, tous dans la grève, tous sur les barrières, tous aux manifestations!».

Las! Il fallait aussitôt déchanter: la Confédération et l'Intersyndicale continuaient imperturbablement leur tactique d'émiettement du conflit et au lieu d'appeler à généraliser la lutte, ils organisaient la mascarade d'une votation citoyenne sur la loi El Khomri! «On voudrait enterrer le mouvement qu'on ne s'y prendrait pas autrement», commentait amèrement le blog dès le lendemain 25 mai. Mais tout en critiquant cet appel, il affirmait, oubliant ce qu'il avait publié la veille: «Soyons clairs: nous n'attendions pas un appel abstrait à la «grève générale» ou à «bloquer tout». Sans doute est-ce encore prématuré et ne serait pas suivi». En clair la CGT a des excuses!

La faute revient aux travailleurs qui ne l'auraient pas suivie si elle avait pris le chemin de la lutte ouverte comme se l'imaginait le blog 24 heures avant! Pas question donc de revenir sur la qualification généreusement décernée la veille à la CGT d'être «l'organisation de défense des travailleurs en pointe»... Après cela le blog a cessé de donner son avis sur la suite du mouvement et sur où va la CGT...

L'épisode est révélateur: les critiques de l'appareil syndical ne sont pas autre chose

qu'un alibi, elles s'évanouissent quand les choses deviennent brûlantes. Le blog tourne le dos à l'organisation de classe des travailleurs et ne sert qu'à rabattre vers le collaborationnisme de la CGT ceux qui auraient tendance à rompre avec lui.

OÙ VA VP?

On trouve dans sa presse et ses différentes interventions la traduction politique de ce suivisme.

Face à la multiplication des grèves dans les raffineries, les transports et ailleurs..., VP appelait le 25 mai à «renforcer les secteurs en pointe, prêter main forte, se joindre aux manifestations, aux actions de blocages, organiser du soutien, des caisses de grève» et à «ne pas déléguer la responsabilité de lutter aux plus résolus, mais au contraire, se regrouper, concrétiser dans les faits, la sympathie forte dans les masses pour le mouvement» (1). Cette orientation était totalement en phase avec celle de l'Intersyndicale dont, ce n'est pas par hasard, il n'y avait aucune critique: appeler au soutien des grévistes, à la participation aux manifestations rituelles et aux actions «coup de poing» sous forme de blocages mais sans jamais évoquer l'extension des grèves, revient en effet à laisser le champ libre à la politique d'isolement des luttes consciemment suivie par les syndicats. La phrase activiste sert de couverture à la stratégie d'éparpillement, d'épuisement et de dislocation des journées d'action à répétition. Ce qu'il fallait défendre c'était l'extension des grèves et leur caractère illimité, dirigée par des assemblées générales et des comités de grève élus, avec mise en place de piquets de grève effectifs, envoi de délégations de grévistes dans les autres entreprises pour les inciter à rejoindre la lutte.

Mais pour avancer de telles perspectives, les seules à même de donner au mouvement une chance de succès, il ne faut pas hésiter à affronter ouvertement les directions syndicales – ce que VP s'est toujours obstinément refusé de faire, se bornant à dénoncer «la CFDT et Berger, cet autre bras armé du PS» sans dire un mot sur ceux qui voulaient orienter le mouvement vers la voie de garage de la «votation citoyenne». Dans son bulletin diffusé pour le premier mai (mais rédigé auparavant) (2), en cherchant bien on pouvait trouver une semblance de critique de la CGT: il lui était reproché d'«attendre que ça se passe», de gérer «le suivi au minimum, avec comme seule perspective la grève du 28 avril, puis le 1er mai», tout en reconnaissant que ses dirigeants ont «fait le même constat» qu'elle.

Et pour rectifier le tir, VP faisait confiance au Congrès du syndicat: «Gageons que le Congrès Confédéral qui commence le 18 avril va être animé sur la question!». Au moment où ce bulletin était diffusé, le Congrès avait largement voté l'approbation de l'orientation syndicale...

Selon VP, la CGT est «piégée dans les limites de son réformisme qui l'empêchent d'imaginer un autre monde (...)». En réalité la CGT n'est pas du tout «piégée»: organisation de collaboration de classe, fière d'être un «partenaire social» reconnu de la société bourgeoise au même titre que le patronat, c'est elle qui, avec ses collègues en collaborationnisme, piège les prolétaires en organisant des simulacres de lutte uniquement destinés à empêcher l'émergence de la lutte de classe réelle! Et dans cette détestable besogne au service du capitalisme, elle est aidée par les faux révolutionnaires et véritables mouches du coche de l'opportunisme que sont ceux que les bolcheviks appelaient autrefois le «centrisme»: ces groupes et partis révolutionnaires en paroles, mais qui dans les faits remplissent le rôle de défenseurs des forces réformistes contre-révolutionnaires.

Et ce n'est pas en ajoutant au suivisme vis-à-vis de l'appareil syndical cégétiste, des appels à construire un parti maoïste, interclassiste et anti-marxiste, que l'on peut «construire la voie révolutionnaire» comme le prétend VP! La voie révolutionnaire ne passe pas par l'aplatissement devant le collaborationnisme, même camouflé derrière les invocations creuses à une «guérilla politique et sociale» (3), mais par la préparation de la guerre de classe, qui commence par l'utilisation des méthodes et des moyens classistes et la reconstitution d'organismes de classe pour la lutte de défense immédiate des seuls intérêts prolétaires, avant de pouvoir accéder au niveau de la lutte insurrectionnelle pour la prise du pouvoir. Sur cette longue et difficile voie la constitution de l'indispensable parti révolutionnaire de classe requiert une lutte politique sans merci pour démasquer tous les faux révolutionnaires. Quant à VP nous pouvons dire maintenant où elle va: dans la poubelle de l'histoire, comme son inspirateur Mao et Staline avant lui.

LE ROCML SE RÉVÈLE

Différents groupes qui se réclament de Staline ont fusionné à la fin des années 2000 pour former un Rassemblement Organisé des Communistes Marxistes Léninistes (ROCML). Il se différencie fortement des autres débris «orthodoxes» du PCF (URCF, PRCF...) en condamnant leurs «réflexes chauvins contraires à l'internationalisme prolétarien» («Sortir de l'Europe ou sortir du capitalisme», *La Voix des communistes*, supplément de juillet 2015), en refusant les appels aux nationalisations (brochure: «A propos du mot d'ordre de nationalisation», février 2013), en critiquant leur hystérie autour de la «menace fasciste» ou de la «fascisation» («La question du danger fasciste», *La Voix des communistes*, mars-avril 2015), en ne défendant pas la politique extérieure de la Russie ou de la Chine (Résolution sur l'impérialisme aujourd'hui, décembre 2014).

Comme ce n'est pas si fréquent à l'«extrême» gauche, le ROCML tient un discours radical appelant à lutter contre le capitalisme ou proclamant «une seule alternative, le socialisme» (une de *La Voix des communistes*, 1er trimestre 2016).

Bref, le ROCML peut apparaître à certaines et certains comme une organisation qui défend une orientation communiste. Mais, il n'en est rien!

A l'occasion des grèves contre la loi Travail, ce groupe a montré son soutien au collaborationnisme – et donc son opposition au combat de classe et à la constitution d'un véritable parti communiste.

Le ROCML a sorti un tract pour appeler à la grève et à la manifestation nationale le 14 juin («Tous dans la rue le 14 juin; Bloquons le pays pour le retrait de la loi Travail», 11 juin). Dans ce tract, il réalisait la prouesse de ne rien dire sur la stratégie de dispersion et d'épuisement des luttes des appareils syndicaux, en premier lieu la CGT. Au contraire, il chantait les louanges de ce principal obstacle à la lutte des classes: «La force de l'organisation CGT (mais ce n'est pas la seule) est un atout de taille dans le mouvement. C'est elle qui organise de la manière la plus déterminée la lutte. C'est pour cette raison que toutes les forces réactionnaires s'emploient à isoler la CGT, par une campagne abjecte de haine de classe».

Dans un tract précédent, les «marxistes-léninistes» avaient voulu répondre à ceux qui critiquent le collaborationnisme syndical: «Certains n'ont que le mot «grève générale» à la bouche et s'en prennent aux syndicats. Même si les syndicats ne sont pas révolutionnaires, ce sont les seules organisations de masse à mettre massivement les travailleurs dans l'action. La CGT a toujours affirmé le rejet de la loi Khomri, que la

violence venait de la police. La reconduction de la grève ne peut que se construire grâce aux syndicats» («Vaincre le gouvernement PS, une nécessité de classe», 21 mai).

La CGT serait donc un syndicat de classe qui mène le combat pour le retrait de la loi Travail, tout en n'étant pas révolutionnaire (ce qui ne serait qu'un péché véniel). Cela est totalement faux: la CGT est totalement intégrée au système de la collaboration des classes, c'est un pilier de la conservation sociale intimement lié aux institutions bourgeoises.

Cela ne date pas des grèves contre la loi El Khomri mais du premier entre-deux guerres. Nous écrivions ainsi au début des années 1960:

«Depuis longtemps la vieille CGT de tradition révolutionnaire n'existait plus: elle ne faisait que tenter de se survivre. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, son histoire n'a été qu'un tissu de menaces vaines et d'abandons scandaleux, de «réussites» trompeuses et d'échecs catastrophiques, de réunifications éphémères et de scissions durables.

Pendant tout ce temps et toutes ces occasions, elle n'a cessé de perdre et de gaspiller en masse cette énergie prolétarienne de lutte et de révolte, toujours déçue mais toujours renaissante, qui naît de l'exploitation capitaliste et que l'exploitation capitaliste réveille toujours, mais que la traîtrise opportuniste fourvoie toujours en la canalisant vers des buts opposés à ceux du prolétariat révolutionnaire, tels la «restauration de la démocratie», l'«indépendance nationale», la «sauvegarde de la production», l'«expansion», etc. [...]

Depuis le Front populaire de juin 1936 et, plus encore, depuis la Libération d'août 1944, la CGT ouvrière a cessé d'être une organisation prolétarienne. Politiquement, elle a adopté une plate-forme de défense de la société bourgeoise et adhéré sans réserve à son idéologie. Pratiquement, elle s'est toujours refusée lors des grèves et conflits sociaux parfois violents qui se sont déroulés depuis la guerre, à déclencher de vraies batailles avec les moyens propres au prolétariat» (4)

Malgré des déclarations ronflantes, le ROCML n'est que la queue de la comète opportuniste. Ces faux communistes rendent un fier service à la bourgeoisie en cherchant à canaliser la colère des prolétaires qui en ont assez du sabotage syndical pour les ramener dans l'ornière du collaborationnisme.

(1) «Contre la loi Travail et son monde: bloquer, s'organiser, les renverser», 25 mai 2016

(2) «Dans les mobilisations, construire la voie révolutionnaire», *Bulletin Partisan*, mai 2016

(3) «Loi Travail, répression, 49.3...: leur démocratie, c'est la dictature», 11 mai 2016

(4) «Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français, 1ère partie», *Programme Communiste*, janvier-mars 1963.

Notre site Internet :
www.pcint.org
Adresse e-mail :
leproletaire@pcint.org

**Lisez, diffusez, soutenez
la presse internationale
du parti ! Abonnez-vous !**

«le prolétaire»
Journal bimestriel
«Programme communiste»
Revue théorique
«il comunista»
Journal bimestriel en italien
«el programa comunista»
Revue théorique en espagnol
«el proletario»
Journal en espagnol
«Proletarian»
Supplément en anglais au
«prolétaire»

Tunisie

Un nouveau rassemblement opportuniste: le Front Révolutionnaire Socialiste

Il y a quelques semaines un nouveau rassemblement est apparu en Tunisie: le «Front Révolutionnaire Socialiste». Il est issu du «Front Populaire» (FP) regroupement formé en octobre 2012 par la coalition d'une dizaine de partis, dont le plus important était le PCOT (parti marxiste-léniniste), néo-stalinien pro-albanais (1); il y a aussi dans le FP, à côté d'autres groupes «marxistes-léninistes», des Baasistes, Nasériens, écologistes et trotskystes. Le FP a obtenu 15 députés (sur 2017) aux élections de 2014.

Motivée par l'opposition à la politique d'alliance du FP avec le patronat et le parti bourgeois Nidaa Tounés de l'ancien premier ministre Béji Caïd Essebsi au nom de l'opposition aux Islamistes d'Ennahda, la création du FRS a été annoncée dans un texte: «Pour un Front Révolutionnaire Socialiste».

Ce texte illustre l'absence de toute position de classe d'un regroupement qui se prétend socialiste; mais le plus critiquable est peut-être moins ce qui s'y trouve, que ce qui ne s'y trouve pas.

On y parle avec nostalgie de «formidable élan» qu'avait connu le FP lors de sa fondation (faisant sans doute allusion au grand meeting à Tunis lors de sa création et à son succès électoral). Mais il n'y a aucun bilan, aucune explication du fait que ce FP se soit allié, comme il est dit, à «l'un des versants» de la contre-révolution, autrement dit à des forces bourgeoises liées à l'ancien régime: tout se passe comme s'il s'agissait d'une décision tombée du ciel, prise un beau jour on ne sait pourquoi par le «cartel de direction» du FP. Est-ce vraiment le cas?

En fait l'opportunisme interclassiste avait présidé à la formation du FP (et c'est lui qui explique le succès populaire initial), opportunisme interclassiste qui était d'ailleurs déjà présent dans le PCOT dirigé par Hammami. Devenu dirigeant du FP, ce dernier déclarait:

«Le programme du FP est proposé pour sauver la Tunisie, garantir les libertés, créer des institutions démocratiques, de même que réformer l'institution sécuritaire, l'administration, la justice, la santé, l'enseignement et tous les secteurs vitaux, ou encore, relancer l'économie tunisienne pour que le pays crée de la croissance et lutte

contre le chômage. Ce programme s'adresse non seulement aux travailleurs, aux fonctionnaires, aux agriculteurs, etc. mais aussi aux chefs d'entreprises patriotes (...). plusieurs hommes d'affaires interagissent positivement avec le FP puisqu'il propose de défendre leurs intérêts et de les protéger contre la contrebande qui est en train de détruire l'industrie.

Le Front populaire propose aujourd'hui un grand projet patriotique qui vise 99% des Tunisiens. Ce projet se penche, à la fois, sur l'agriculture qui est en difficulté, l'industrie qui souffre de nombreuses défaillances, le secteur vulnérable des services, l'infrastructure insuffisante, l'échec du système éducatif ainsi que la santé et l'environnement en défaillance... Partant de cette situation, le FP ne se définit même pas en tant que front de gauche, vu que la situation actuelle ne le permet pas en ce moment» (2)

Quoi d'étonnant si avec un tel programme 100% bourgeois, le FP ait en juillet 2013, après l'assassinat d'un de ses députés, participé à la formation du «Front de Salut National» regroupant des partis de droite et de gauche en vue de la constitution d'un «gouvernement de salut national»; initiative qui a débouché sur le «dialogue national» entre le gouvernement d'Ennahda et l'opposition sous l'égide du patronat (UTICA) et des dirigeants syndicalistes de l'UGTT partisans de la collaboration de classe (3); quoi d'étonnant qu'il se soit allié dans cette affaire avec des partis se revendiquant de l'héritage de l'ancien parti unique RCD?

Le FRS a-t-il fait-il une critique de ce programme? On n'en découvre pas trace dans la déclaration, qui assure par contre qu'«un esprit unitaire, responsable et cohérent» anime ses auteurs. Unité avec qui, responsabilité envers qui et cohérence par rapport quoi, le texte se garde bien de le préciser. Par contre il multiplie les phrases vagues sur «ceux d'en bas» et sur la défense de «la primauté de la question sociale sur la question démocratique».

Utiliser ce langage flou lui permet d'éviter de parler clairement de prolétaires, de classe ouvrière, de lutte des classes: Pourquoi sinon pour ne pas heurter les petit-bourgeois et les classes moyennes?

La déclaration a raison de renvoyer dos à dos ceux qu'elle appelle les «théologiens laïcs» et les «théologiens intégristes» qui défendent tous le capitalisme; mais elle les accuse surtout de recourir «à la dette pour faire tourner la machine économique» et de «brader le pays en pièces détachées au plus offrant (...). Même nos terres sont à vendre». Il faudrait rappeler à ces «révolutionnaires socialistes» que les prolétaires ne possèdent rien; ils n'ont pas de terres et pas de patrie (Marx: «le seul sol qui appartient à l'ouvrier se trouve quelques pieds sous terre»), pour survivre ils n'ont pas d'autre choix que de se faire exploiter par les capitalistes, qu'ils soient Tunisiens ou étrangers.

Le programme du FRS, proclame la déclaration, est radicalement différent de celui des «théologiens». Voyons donc quel est ce programme, ou plutôt les quelques points qui sont énoncés et qui en tiennent lieu.

- Faire payer leurs impôts aux riches; réaliser un «audit» (c'est-à-dire un examen comptable) de la dette du pays et refuser d'en payer la part «odieuse» (c'est-à-dire la partie considérée comme illégitime, l'autre partie sera payée, il faut quand même respecter les lois du capital!). Grâce à l'argent ainsi récupéré il serait possible de «satisfaire» les «urgences sociales: augmentation des salaires, «création d'emplois pérennes dans de véritables secteurs qui répondent aux besoins de la communauté majoritaire» (?); «redistribution de la carte sanitaire en favorisant une médecine préventive gratuite»; «réorganisation des filières de l'enseignement pour former de futurs travailleurs des secteurs des énergies renouvelables, des économies d'eau et de son assainissement, d'une agriculture biologique, d'une industrie respectueuse de l'environnement».

Ainsi selon nos «révolutionnaires socialistes» il serait possible de supprimer les conséquences néfastes du capitalisme (ou une partie d'entre elles), de satisfaire les urgences sociales, etc., sans le renverser ni même s'attaquer à lui, simplement par des mesures fiscales! C'est «réformistes socialistes» qu'ils devraient choisir comme nom: comme tous les réformistes ils sortent de leur chapeau une recette miracle pour améliorer sans difficultés et sans bouleverser le cadre du capitalisme, les conditions des masses exploitées.

Sans doute, ils disent réclamer «la poursuite de toutes les formes de mobilisation, légales et même illégales» pour la réalisation des revendications de «ceux d'en bas»; et ils affirment défendre «l'auto-organisation des ouvriers, des salariés, des paysans, des chômeurs, des jeunes lycéens et étudiants». On voit déjà dans cette énumération qu'il ne s'agit pas de promouvoir l'organisation de classe des travailleurs unifiant tous les secteurs du prolétariat, mais une organisation autonome des différents secteurs et même de différentes classes (paysans). Et cette mobilisation et cette auto-organisation devraient servir à une réforme du capitalisme: «nous pensons qu'il ne peut y avoir de fonctionnement démocratique (sic!) si les producteurs (! Parler de producteurs au lieu de prolétaires est un truc classique pour englober les couches moyennes propriétaires de leur entreprise ou de leur terre) sont exclus de la prise de décision dans leurs entreprises et leurs lieux de vie et d'étude. Les décisions des travailleurs sont rassemblées à l'échelle des branches d'activité. Ensuite de la base au sommet nous pouvons établir un plan national de réalisations d'objectifs dans les secteurs vitaux. Ceux-ci doivent répondre aux besoins de la majorité de la population en matière d'infrastructure (...) en matière de santé publique gratuite, en matière de formation permanente (...) en matière de gestion de nos ressources naturelles, en matière de rationalisation et d'économie dans les domaines hydriques, halieutiques, en matière de réalisation de la transition énergétique vers les énergies renouvelables, etc.».

A lire ce passage on voit que le pouvoir de la bourgeoisie n'est pas renversé, les

patrons ne sont pas expropriés, le mode de production capitaliste n'est pas supprimé et pourtant les besoins de la population sont satisfaits grâce à leur «plan» établi de façon «démocratique».

Qui pourrait croire à un tel conte de fées?

Sans combattre pied à pied les capitalistes et leur Etat, il est impossible de satisfaire, ne serait-ce que partiellement et temporairement, les besoins urgents des prolétaires et des opprimés. Et sans renverser le capitalisme il est impossible de songer à mettre fin à l'exploitation et à la misère qui découlent de la division de la société en classes exploitées et exploiteuses. Après la victoire de la révolution, l'économie ne pourra pas être réorganisée «démocratiquement», «de la base au sommet»; elle devra l'être **despotiquement** en se basant sur la centralisation politique du pouvoir afin de briser les inévitables résistances bourgeoises et semi-bourgeoises à la transformation économique et sociale: c'est pourquoi la **dictature du prolétariat** est nécessaire.

C'est se moquer des prolétaires et des masses que de leur faire croire à la possibilité d'une démocratisation du fonctionnement du capitalisme. Ben Ali et son clan ont été chassés du pouvoir, la démocratie a été instaurée, mais le capitalisme est toujours là, la bourgeoisie est toujours la classe dominante et la situation des masses exploitées n'a pas changé.

Cette constatation n'arrête pas le FRS; profondément atteint par le crétinisme électoral, il croit que le problème vient de ce que les représentants élus à l'Assemblée Constituante «ont trahi leurs mandats et leurs électeurs». La conclusion pour lui n'est pas que la voie démocratique et électorale est une impasse (sous le capitalisme les élections ne peuvent jamais être autre chose qu'un thermomètre, disait Engels) et qu'il faut se tourner vers la lutte de classe; non, il veut de nouvelles élections, mais des élections propres, non perverties par «l'argent sale». La «seule solution» est donc pour lui la «dissolution de l'Assemblée Constituante» et «l'élection d'une nouvelle représentation révolutionnaire» en impulsant «dès à présent l'élection d'assemblées locales et régionales (composées des seuls membres des classes exploitées et opprimées) qui fonderont «à l'échelle nationale une instance exécutive et législative visant à traduire dans les faits les revendications émanant des couches populaires en révolution». Comme si la bourgeoisie allait alors obéir...

En réalité des bulletins de vote ne feront jamais abandonner son pouvoir à la classe dominante bourgeoise; elle utilise et utilisera tous les moyens pour maintenir sa domination et défendre le mode de production capitaliste qui en est la source. Seule la force armée du prolétariat lors de la révolution pourra lui faire lâcher prise.

Face à la domination implacable de la bourgeoisie, qu'elle se présente sous la forme d'une dictature ouverte à la Ben Ali, ou d'une dictature camouflée derrière les institutions et les jeux démocratiques, il faut expliquer que la seule perspective est la prise révolutionnaire du pouvoir et l'instauration du pouvoir dictatorial du prolétariat et des exploités: il n'y a pas d'autre moyen pour en finir avec le capitalisme.

Bien entendu cette perspective ne peut pas se concrétiser «dès maintenant».

Mais, dès maintenant, les tentatives de créer des assemblées démocratiques dans l'espoir qu'elles arrachent peu à peu des lambeaux de pouvoir, sont une impasse pour les prolétaires et les masses.

Et dès maintenant, alors que les grèves et les mouvements de protestation contre la misère le chômage et l'exploitation ne cessent pas – voir les violentes manifestations de chômeurs dans tout le pays au début de l'année, alors que le FP par la voie de Hammami les appelait «à préserver le caractère pacifique de leurs manifestations» (5) –, il est urgent de rompre avec la collaboration de classe sous toutes ses formes et d'œuvrer pour la lutte et l'organisation de classe du prolétariat. Cela ne peut se limiter à une

Non à l'intervention militaire française en Syrie et en Libye!

(Suite de la page 1)

en Libye, suscitant la colère de Le Drian qui avait décidé d'ouvrir une enquête pour «compromission du secret défense». Ces soldats des Forces Spéciales en Libye sont secondés, selon *Le Monde* par des «membres du Service Action de la DGSE», autrement dit des tueurs des services d'espionnage français. Pratiquement au même moment un officier libyen confirmait la présence d'un «groupe» militaire français à Benghazi, tandis que la presse anglaise révélait que des militaires britanniques se trouvaient aussi clandestinement sur place (3).

Il y a quelques mois il était beaucoup question d'une intervention militaire occidentale ouverte en Libye pour y imposer un ordre répondant aux besoins de l'impérialisme, intervention dont le commandement aurait été confié à l'Italie (en raison de ses intérêts sur place). Pour des raisons que nous ignorons, mais où sans aucun doute les rivalités impérialistes tiennent leur place, cette opération militaire ouverte n'a jamais vu le jour, laissant la place à des interventions dissimulées où chaque Etat impérialiste défend ses intérêts.

En effet, en Libye comme en Syrie, la justification invoquée par les impérialistes pour leurs actions militaires est d'empêcher des actes terroristes sur leur propre sol: un acte d'autodéfense sur quelque sorte! Mais, selon la déclaration d'un responsable anonyme du ministère de la défense sur la présence de soldats en Syrie: «on n'y va pas

parce qu'il y a des Français [djihadistes – NDLR]» (1). Et effectivement si les impérialistes se précipitent à la curée, ce n'est pas pour «protéger leurs citoyens», sur qui ils feront au contraire retomber d'une façon ou d'une autre les conséquences de leurs exactions, mais pour défendre leurs intérêts présents ou futurs.

Il appartient aux prolétaires soucieux du sort de leur classe de se désolidariser des agissements de «leur» impérialisme et de «leur» Etat, de les dénoncer avant même d'avoir la force de pouvoir s'y opposer et de les combattre concrètement; d'autant plus aujourd'hui où le silence de la dite «extrême gauche» sur l'intervention militaire française trahit son ralliement en pratique, au nom de la solidarité avec les Kurdes, au front de guerre de la coalition américaine en Syrie: qui ne dit mot consent. L'opposition résolue à son propre impérialisme est la condition indispensable sur laquelle fonder l'internationalisme prolétarien.

Non au regain de l'intervention militaire en Syrie et en Libye!

Troupes françaises hors du Moyen-Orient et d'Afrique! A bas l'impérialisme, vive la lutte prolétarienne internationale!

(1) cf *Libération*, 9/6/16

(2) cf «Au sujet de quelques réactions aux attentats de novembre», *Le Prolétaire* n°518

(3) cf *Le Figaro.fr*, 26/2/16

(4) cf *Libération*, op. cit.

rupture purement organisationnelle avec un regroupement comme le FP, mais impose de rompre complètement avec ses orientations, sa politique et son programme, qui ne sortent pas de l'interclassisme. C'est uniquement sur le terrain de classe que peut se préparer la perspective révolutionnaire prolétarienne, en oeuvrant pour la constitution de l'authentique parti de classe indispensable à la lutte pour détruire le capitalisme.

Diffuser le programme et les positions authentiquement marxistes, démasquer et combattre les organisations confusionnistes qui, avec leurs fausses orientations, détournent les prolétaires de la voie classiste, ne servant en définitive, malgré leurs prétentions révolutionnaires, que le pouvoir de la bourgeoisie, voilà la première tâche des mi-

litants prolétaires d'avant-garde désireux d'avancer vers ce but.

(1) Le Parti Communiste Ouvrier des Travailleurs a supprimé en juillet 2012 la référence – incongrue! – au communisme pour s'appeler désormais Parti des Travailleurs Tunisiens. Réprimé sous le régime dictatorial de Ben Ali et du RCD, le PCOT n'avait pas hésité à l'époque à nouer une alliance avec les Islamistes d'Ennahda. En février 2011, après la chute de Ben Ali, le PCOT avait fait partie du «Conseil National pour la Sauvegarde de la Révolution», rassemblement d'union nationale où se retrouvaient tous les partis de gauche, de droite, Islamistes (Ennahda), UGTT, associations diverses.

(2) <http://www.businessnews.com.tn/>

interview-de-hamma-hammami-notre-projet-nest-pas-communiste-mais-patriotique-et-sadresses-a-tous-les-tunisiens

(3) Les 4 parrains de ce «dialogue» – le syndicat UGTT, l'union patronale UTICA, l'ordre des avocats et la Ligue Tunisienne des Droits de l'homme – ont reçu le prix Nobel de la paix: la bourgeoisie internationale sait reconnaître ses amis.

(4) Nous avons laissé de côté les deux seuls autres points du programme du FRS:

- «l'organisation autonome des femmes pour la lutte pour leurs revendications spécifiques. Un mouvement féministe dynamique (...) est l'une de nos priorités». Selon les marxistes toutes les femmes n'ont pas les mêmes intérêts; ils soutiennent les luttes des femmes prolétaires, en les intégrant à la lutte prolétarienne générale et ils s'opposent à la subordination des femmes pro-

létaires aux bourgeois et petite-bourgeois qui est la règle dans la plupart des mouvements féministes, interclassistes par définition.

- «légalisation de la consommation des drogues douces (...) production sous contrôle public pour prévenir de nombreuses maladies dues aux produits frelatés. Fournir de l'herbe à fumer sous contrôle public dans des coffee-shop (...)».

S'il faut sans aucun doute s'opposer à la répression qui frappe les consommateurs, favoriser la consommation de drogue est un point original pour un programme soi-disant révolutionnaire socialiste! La drogue, qu'elle soit idéologique ou matérielle, est un facteur de conservation sociale que les véritables révolutionnaires socialistes combattent.

(5) <http://www.mosaïquefm.net/fr/2509/h-hammami-aux-protestataires-gardez-le-caractere-pacifique-de-vos-actions.html>

Corée du Sud: Rattrapé par la crise, le Dragon capitaliste crache son feu contre les prolétaires

La présidente de la Corée du Sud, Park Geun-hye vient de faire début juin une visite officielle en France. C'est l'occasion de dire un mot sur ce pays qui est le chef de file de ce qu'on appelle les «dragons asiatiques», ces nouveaux pays exportateurs qui, à côté de la Chine ou du Japon inondent le marché mondial de leurs productions.

La crise économique commence à toucher ces jeunes puissances capitalistes du Sud Est Asiatique et la Corée du Sud en particulier.

Ce pays, qui compte aujourd'hui 50 millions d'habitants, a connu une industrialisation rapide à partir des années 1960. Il s'est hissé au 14e rang mondial des puissances capitalistes selon son PIB, et au 5e rang des exportateurs, devant la France. Ce développement économique rapide s'est accompagné d'un essor des luttes ouvrières dans les années 1980 (1). Comme ailleurs, la bourgeoisie y a répondu en mettant en place des amortisseurs sociaux – ce que la croissance économique lui permettait –, et en lançant un processus de démocratisation pour détourner les détournés de la lutte classiste et les «intégrer» dans la «communauté nationale».

Aujourd'hui, les dits «Dragons asiatiques» dont le développement reposait en grande partie sur les exportations, tant célébrés par les propagandistes bourgeois pour

«prouver» la vigueur du capitalisme, sont touchés par la récession mondiale, en particulier par la baisse de ces exportations qu'elle entraîne.

Cette baisse, manifeste dès le premier semestre 2015, était «inattendue» pour les économistes et les dirigeants coréens (mais la balance commerciale restait positive, en raison de la baisse encore plus marquée des importations – signe de la récession intérieure). Le pays a été particulièrement touché par le ralentissement économique chinois (premier importateur des marchandises coréennes), mais plus encore par la baisse de la monnaie japonaise (le yen) et de l'euro, ainsi que par la chute des prix du pétrole qui a fait plonger les exportations de son industrie pétrochimique. Depuis le début de l'année 2015, les exportations sud-coréennes ne cessent de reculer. Les chantiers navals (la Corée du Sud a longtemps été le premier constructeur mondial de navires, avant d'être dépassée par la Chine) connaissent la pire crise de leur histoire selon la presse, etc.

Pour faire face à la baisse des profits, gouvernement et patronat ont décidé de frapper les prolétaires.

La bourgeoisie coréenne a donc promu de nouvelles lois pour accroître l'exploitation. Ces lois ressemblent beaucoup à la loi «Travail» française: Hollande et Park Geun-hye ont donc matière à communiquer, pas seulement à propos d'investissements et de relations commerciales, mais également sur la meilleure façon d'imposer aux prolétaires les attaques capitalistes!

Ces lois de «réforme du travail» prévoient de multiplier les contrats précaires (qui sont privés d'une partie des avantages sociaux et qui facilitent les licenciements), de faciliter les licenciements, de modifier unilatéralement les contrats de travail, de baisser les salaires...

A ces lois, s'ajoute des mesures sécuritaires au nom de la lutte antiterroriste dont une des conséquences a été l'interdiction du Parti progressiste unifié à la fin de l'année 2014.

A Paris comme à Séoul, mêmes maux capitalistes, mêmes remèdes antiprolétaires! Même travail de sape du collaborationnisme syndical!

La principale confédération syndicale coréenne, la KCTU, a protesté contre ces mesures avec une manifestation de plus de 80 000 personnes le 14 novembre dernier. Le gouvernement a répondu par une féroce répression: camions à eau, gaz lacrymogène, matraquages, perquisition des locaux syndicaux et saisie de documents, arresta-

tion de responsables syndicaux, poursuites contre d'autres...

Bien que victime de la répression bourgeoise, la KCTU poursuit sa politique de collaboration de classe. Au lieu de lancer un appel au combat, la KCTU a quémandé le soutien du parti Minjoo, un parti bourgeois de centre-gauche.

Dans les jeunes pays capitalistes, comme dans les métropoles impérialistes, les prolétaires n'ont d'autre choix que la lutte sur le terrain de classe pour faire face aux attaques capitalistes. Il leur est indispensable de se placer uniquement sur ce terrain – par sur celui de la défense de l'entreprise, de la «cohésion sociale» ou de la nation – et d'avoir recours à des méthodes de classe: grèves illimitées avec occupation et piquet de grève, comités de grève responsables devant les assemblées de grévistes, extension et généralisation des grèves, autodéfense face aux jaunes et aux forces de répression...

Au-delà de cette lutte ouverte, ce qui fait cruellement défaut au prolétariat – dans les pays capitalistes émergents, dans les vieilles puissances industrielles comme dans les pays les plus retardés – est le parti de classe, capable de mener le combat contre la bourgeoisie et tous ses valets, le combat pour la révolution communiste.

(1) cf «L'éveil du prolétariat coréen», *Le Prolétaire* n°393 (oct.-nov. 1987).

Incidents en série à la centrale nucléaire de Paluel Le danger mortel est que le nucléaire soit aux mains du capitalisme

«Bâoum!». Ce 31 mars, les sous-traitants chargés de la maintenance ont sursauté dans les vestiaires du réacteur 2 de Paluel (Seine-Maritime). Sept étages plus bas, lors d'une opération de manutention, un générateur de vapeur usagé, mastodonte de 22 mètres de long et 465 tonnes, venait de basculer de toute sa hauteur, s'écrasant sur une piscine de déchargement de combustible.

Sérieusement endommagé par ce choc comparable à un séisme, le réacteur ne redémarrera pas de sitôt. Penaud, le patron de l'Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire avoue que cet accident n'était pas prévu... car considéré comme impossible!.

C'est ainsi que le réseau Sortir du nucléaire (1) décrit le plus important des 22 incidents déclarés qu'a connus la centrale nucléaire de Paluel depuis mai 2015.

Les autres exemples d'incidents cités par le réseau sont légion. Par exemple, en juillet 2015, suite à une opération effectuée dans la précipitation, un feu de titane s'est déclenché sur un condenseur situé en salle des machines; maîtrisé au bout de 6 heures, il avait au passage abîmé sérieusement les équipements situés alentour. Et le 14 avril 2016, un nouveau départ de feu a déclenché le plan d'urgence interne et l'intervention des pompiers... dont le camion s'est couché sur la route à son arrivée à la centrale.

UNE CENTRALE AU CŒUR DU SYSTÈME ÉLECTRONUCLÉAIRE

Cette centrale de Paluel en Seine-Maritime, construite en 1977, est une des principales centrales françaises avec ses quatre réacteurs de 1300 MW chacun. Elle se trouve sur le littoral de la Manche à une cinquantaine de kilomètres de la centrale nucléaire de Penly. Elle se situe également à une trentaine de kilomètres de Dieppe (80 000 habitants), et à une cinquantaine de kilomètres des agglomérations de Rouen (500 000 habitants) et du Havre (250 000 habitants).

A en croire EDF, cette centrale tient une place importante dans la production énergé-

tique: «En ayant produit plus de 33 milliards de kWh en 2010 soit environ de 7% de la production d'électricité française et 35% de l'énergie consommée dans la région, la centrale nucléaire de Paluel constitue un atout essentiel pour répondre aux besoins de la consommation d'électricité en France» (2).

LA «SITUATION PRÉOCCUPANTE» DU PARC NUCLÉAIRE FRANÇAIS

Après l'incident du 31 mars, une inspection de la centrale a été faite par l'ASN (Autorité de sûreté nucléaire) qui estime que «l'accident pourrait être dû à une défaillance dans le montage du système de levage du générateur de vapeur ou dans le dispositif.

Dans sa chute, l'équipement aurait provoqué différents dégâts, notamment sur les plateaux de protection de la piscine du bâtiment qui accueille les réacteurs». L'ASN a relevé ce quelle nomme pudiquement des «anomalies»: des notices d'utilisation du système de levage distribuées aux ouvriers et aux inspecteurs, dans des formats qui ne facilitaient pas leur lecture, les toutes dernières vérifications d'éléments essentiels du dispositif de levage ont été effectuées le 20 mars 2016, soit plus de dix jours avant l'opération de transfert en elle-même. (3).

Rien d'étonnant dans cette multiplication des incidents. Le 20 janvier, le président de l'Autorité de sûreté nucléaire avait fait état d'une «situation préoccupante» car «ses demandes d'attribution de moyens humains restent lettre morte, alors même que les enjeux en matière de sûreté nucléaire, à tenir dans un avenir proche, nécessiteraient cet apport supplémentaire» (4).

Et cette situation n'est pas nouvelle. Déjà en 2011, un article de Mediapart soulignait des problèmes graves: «Fuites à répétition, rejets de gaz radioactif, déclenchements de balises d'alertes, contaminations de travailleurs depuis plus d'un mois, l'une des plus grosses centrales nucléaires françaises, le site de Paluel, en Haute-Normandie, connaît des dysfonctionnements en série. La multiplication des incidents crée un vent de panique chez les agents qui y travaillent» (5).

A l'époque, même la très pro-nucléaire Union locale CGT de Dieppe (elle revendiquait l'installation d'un réacteur EPR à Penly) s'alarmait: «Voilà de nombreux mois qu'une fuite d'iode radioactif existe dans l'une des tranches de la centrale de Paluel. (...) EDF a décidé de ne pas arrêter la tranche incriminée, et de poursuivre coûte que coûte la production (...). En attendant, elle a tout

de même envoyé des salariés dans le bâtiment réacteur en pleine puissance, pour repérer l'origine de la fuite et son ampleur. Faire intervenir des salariés dans le bâtiment réacteur en puissance, c'est à dire alors que la tranche est en fonctionnement, cela ne s'est jamais vu!» (6).

Pour couronner le tout, selon un rapport officiel, les groupes électrogènes de secours des centrales nucléaires françaises sont en très mauvais état, alors que leur panne peut faire fondre le réacteur s'il en a besoin (c'est ce qui s'est passé à Fukushima): aucun n'a été classé dans la catégorie «état correct», 44 % sont en «état dégradé» et 13 % en «état inacceptable» (7).

L'EXPLOITATION SAUVAGE DES «NOMADES DU NUCLÉAIRE»

A ces dysfonctionnements habituels, ce sont ajoutés ceux liés aux opérations de «Grand carénage» qui ont pu buter de prolonger la durée de vie des réacteurs et qui doivent permettre à EDF d'enregistrer des profits sans devoir remplacer ses unités de production. Car aujourd'hui le nucléaire n'est plus rentable: selon l'*Energy Information Administration* des Etats-Unis, la mise en service d'un nouveau réacteur serait 25 % plus chère qu'une unité équivalente de production au gaz, dont le prix a fortement baissé ces dernières années (8).

Les opérations qui doivent assurer la sûreté sont dans les faits des sources de graves risques.

En effet, la loi du profit pousse EDF à réduire au minimum le coût de l'entretien et de la prolongation de vie des centrales. C'est pourquoi, EDF privilégie «le recours massif à la sous-traitance, qui concerne maintenant 80% des opérations de maintenance. Avec le

(Suite en page 8)

Incidents en série à la centrale nucléaire de Paluel Le danger mortel est que le nucléaire soit aux mains du capitalisme

(Suite de la page 7)

phénomène de la sous-traitance en cascade, le turnover sur les chantiers et le recours à des prestataires mal payés et mal formés est monnaie courante. Sachant qu'EDF tend à réduire au maximum le temps des arrêts pour maintenance, pour réduire son manque à gagner, réaliser correctement l'ensemble des tâches demandées dans le délai donné devient alors mission impossible pour les travailleurs» (1).

Cela est même confirmé par l'ASN qui, dès 2014, relevait que 50 % des incidents découlaient de la «non qualité de la maintenance» lors d'une audition dans le cadre de l'enquête parlementaire sur les coûts de la filière nucléaire, en avril 2014.

La maintenance des centrales est assurée aujourd'hui par près de 30 000 intérimaires surnommés les «nomades du nucléaire». Ils constituent le plus grand nombre des DATR [Directement affectés aux travaux sous rayonnement] plus cyniquement appelés dans l'argot professionnel «viande à rems».

Un journaliste décrivait ainsi leur quotidien : «Ils sillonnent la France en caravane et huit mois par an. Destination : les centrales nucléaires de tout l'Hexagone. Qui ont besoin d'intervenants en zone à risque, pour la maintenance annuelle. Des journées de 12h, une vie sociale à réinventer à chaque étape. Puis ils repartent. 600 km dans la nuit, vers la centrale suivante. On les appelle les «nomades du nucléaire». Ce sont eux qui supportent plus de 80% de la dose collective annuelle d'irradiation reçue dans le parc nucléaire français. [...] ils sous-déclarent leurs expositions aux radiations: les intérimaires ayant atteint la dose-limite se voient interdits d'entrée en centrale. C'est leur moyen de préserver leur travail. Pas leur santé» (9).

Ces intérimaires sont très peu protégés: ils n'ont pas le droit de travailler dans les zones les plus dangereuses (orange et rouge) mais plus de 9 doses sur 10 de radiations sont prises dans les zones «jaunes» dans lesquels ils interviennent (10).

Le témoignage d'un travailleur du nucléaire publié par *Lutte ouvrière* permet de compléter ce sombre constat: «Des nomades qui n'ont souvent même pas de parkings ou de vestiaires quand ils arrivent nombreux au moment de ce que l'on appelle les «arrêts de tranche», quand une centrale peut employer jusqu'à un millier de travailleurs sous-traitants. Ces travailleurs passent d'une entreprise à l'autre au gré des marchés perdus ou gagnés par les patrons de ces sociétés, avec des conditions de travail et de revenus à chaque fois dégradés. Ils circulent de centrale en centrale mais tous ne connaissent pas les installations, les locaux et la configuration du matériel» (11).

RENTABILITÉ MAXIMUM SÉCURITÉ MINIMUM !

A l'utilisation massive d'une main d'œuvre moins coûteuse et plus flexible que les agents EDF, l'entreprise fait également tourner à plein régime les unités de production pour les amortir et dégager le profit maximum.

La Fédération de l'énergie CGT – étroitement liée aux capitalistes du nucléaire, EDF en tête – confirme cette situation et dénonce les «conditions de travail déplorables dues à la pression temporelle pour respecter les délais et les coûts, dépassements horaires à répétition, ont entraîné des malfaçons et des pratiques à risques». Mais ces syndicalistes serviles, loin d'appeler à la lutte, se lamentent du « peu d'écoute dont elle fait l'objet de la part de la Direction d'EDF» (12).

Le témoignage publié par LO énonce clairement cette logique de la rentabilité: «Pour le suivi de la maintenance, il s'agit de faire toujours plus vite, il faut coordonner énormément de travaux en s'assurant que les opérations des uns ne viennent pas mettre en péril les opérations des autres et que la fiabilité d'ensemble reste garantie. Le danger augmente car les travaux se multiplient, les personnels sont différents et pas

toujours au niveau requis de formation et de qualification. Il y a des cascades de sous-traitants qui interviennent. Pour superviser tout ça, la direction a essayé d'imposer aux agents un roulement de 2x12 heures de travail. (...) Auparavant, l'essentiel des travaux étaient programmés lors des arrêts des réacteurs, car les risques sont alors moindres. Maintenant, la direction essaie de programmer ces interventions réacteur en marche. Cela devient une pratique qui se banalise, alors qu'elle était impensable il y a quelques années. L'objectif poursuivi est d'exploiter les réacteurs au maximum et qu'ils fonctionnent le plus possible. Cela s'est traduit concrètement par des périodes de maintenance en délai réduit, pour garder le maximum de disponibilité sur le réseau. Les arrêts de tranche sont ainsi passés de 45 à 32 jours, soit 13 jours supplémentaires de production électrique» (11).

Pour résumer: produire plus quitte à sacrifier la sécurité des salariés et des populations !

LE NUCLÉAIRE : UN DANGER SOUS LE RÈGNE DU CAPITAL

Ce tableau noir prouve bel et bien que l'industrie nucléaire est un danger pour la population et pour les travailleurs du secteur. Mais, soyons honnêtes: Toutes les technologies, toutes les sciences sont dangereuses lorsqu'elles sont soumises aux lois du capital, de la production d'aliments par l'agriculture et l'agro-alimentaire (farines animales, OGM, pesticides...) jusqu'à la production d'hydroélectricité ou d'énergie solaire.

Si le nucléaire est dangereux, les alternatives à cette énergie sont aujourd'hui peu réalistes ou également facteurs de risques et de dégâts importants. Par exemple, une éolienne performante peut produire 5 mégawatts (à condition bien sûr qu'il y ait du vent), la centrale nucléaire de Paluel 5200 MW, soit l'équivalent de plus d'un millier d'éoliennes. Les barrages hydroélectriques sont dans un état déplorable et font courir des risques importants aux populations qui sont en aval (13). La fabrication des panneaux solaires nécessite l'utilisation de silicium (dont la production émet beaucoup de CO2) mais aussi de substances très polluantes comme le plomb, le brome et le cadmium.

Quant au charbon, il est la cause de pollution atmosphérique mais aussi de décès en masse dans les pays qui l'utilisent. C'est en particulier le cas de la Chine: 670 000 morts par an, 600 000 mineurs malades de maladies pulmonaires et une baisse de l'espérance de vie de plus de 5 ans (14).

LUTTE DE CLASSE CONTRE LUTTE ÉCOLOGISTE

Le combat écologiste – y compris dans sa version écolo-socialiste genre NPA – qui entend «sortir du nucléaire» est un obstacle à la lutte de classe: il condamne a priori une activité sans condamner le mode de production qui est le générateur des risques. Les mobilisations écologistes sont des impasses pour les prolétaires car elles les détournent du combat contre le capitalisme qui est la vraie menace contre l'Humanité.

Dans *Le Capital*, Marx pointait déjà, à partir de l'exemple de l'agriculture, comment les progrès scientifiques et techniques deviennent des fléaux entre les mains de la bourgeoisie :

«L'exploitation la plus routinière et la plus irrationnelle est remplacée par l'application technologique de la science. (...) Plus un pays, les États-Unis du nord de l'Amérique, par exemple, se développe sur la base de la grande industrie, plus ce processus de destruction s'accomplit rapidement. La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du processus de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute

richesse: la terre et le travailleur».

La responsabilité de la rentabilité capitaliste dans les dangers du nucléaire explique aussi pourquoi il est à la fois illusoire et anti-prolétarien de prétendre trouver une protection dans le recours à l'Etat, y compris sous la forme d'un «service public de l'énergie» soi-disant placé «sous le contrôle des travailleurs»: l'Etat bourgeois est au service exclusif du capitalisme et il ne peut être contrôlé par d'autres forces que des forces bourgeoises. Il devra être **détruit**, et non pas «contrôlé» – objectif impossible – , par les prolétaires!

POUR UNE DÉFENSE CLASSISTE DES TRAVAILLEURS DU NUCLÉAIRE !

Les communistes doivent dénoncer le nucléaire civil et militaire car c'est un réel danger entre les mains des capitalistes. Pour autant, les communistes ne peuvent mener le combat sans défendre les travailleurs du secteur électronucléaire – premières victimes de la politique mortifère des industriels – en articulant leurs revendications avec les intérêts généraux du prolétariat.

Des revendications de classe doivent avoir comme point de départ la défense inconditionnelle des prolétaires du nucléaire:

- intégration des sous-traitants dans les entreprises donneuses d'ordre, même travail - même salaire - mêmes garanties statutaires
- amélioration des conditions de travail: baisse du temps de travail et abaissement de l'âge de départ à la retraite
- maintien intégral du salaire en cas de reconversion des industries nucléaires

A cela s'ajoute également un combat à la fois pour la sûreté des populations, et pour la sûreté des travailleurs du nucléaire. Un des points de départ est de faire sauter l'omerta qui règne en France autour du nucléaire, omerta entretenu par les politiciens de tous bords, par les élus locaux qui bénéficient largement des cadeaux d'EDF, par les syndicats collabo – CGT en tête – qui s'engraissent quand les profits d'EDF augmentent.

S'il existait un syndicalisme de classe, il se battraient dans les centrales nucléaires – mais aussi dans les régions et les quartiers ouvriers menacés – pour que se mettent en place de réels comités d'hygiène et de sécurité (pas les CHSCT officiels cogérés par le patronat et le collaborationnisme syndical dans le cadre du «dialogue social»). Ces organismes de lutte, indépendants du patronat et de la défense de l'entreprise et de l'économie nationale, devraient avoir comme but de surveiller et défendre les conditions de travail des travailleurs des centrales et en particulier les conditions de sécurité. Ils seraient des points d'appui pour permettre d'arracher l'arrêt des centrales lorsqu'elles menacent la santé et la vie des prolétaires.

UNE SEULE ISSUE : DÉTRUIRE LE CAPITALISME, CE SYSTÈME DE MALHEUR !

Bien entendu, le combat contre les risques nucléaires, au même titre que le combat contre tous les effets toxiques de la production capitaliste, fait partie du combat quotidien contre le capital. Mais pour prendre tout son sens et toute son efficacité, cette lutte de résistance quotidienne doit s'inscrire dans une perspective plus large: celle de la lutte contre le système capitaliste tout entier, ayant comme perspective d'en finir avec la société bourgeoise et d'instaurer la société communiste. Il n'existe pas sous le capitalisme de technique ou de production qui ne s'accompagne pas de dangers pour les prolétaires et de risques plus ou moins graves de pollution et de catastrophes pour les populations.

Les adeptes écologistes du «développement durable» comme ceux de la «décroissance» prônent un capitalisme propre: ils ne peuvent servir en réalité que les intérêts de la défense du capitalisme en détournant ainsi les prolétaires de la seule solution possible aux innombrables méfaits de ce mode de production: la révolution prolétarienne internationale. En accomplissant cette révolution de classe, le prolétariat ne réalisera pas

seulement sa propre émancipation, il libérera en même temps toute l'humanité du joug capitaliste, ouvrant la voie à un développement sans précédent de l'espèce humaine, basé sur des rapports harmonieux et non plus antagoniques entre les individus et entre l'homme et la nature.

(1) «Centrale de Paluel : le rafistolage des réacteurs vire déjà au carnage», 27 avril 2016

(2) «La centrale nucléaire de Paluel, au service d'une production d'électricité sûre, compétitive et sans CO2, au cœur de la région de Haute-Normandie», dossier de presse, février 2011

(3) «Chute d'un générateur dans une centrale nucléaire de Seine-Maritime. Des défaillances, selon l'ASN», *normandie-actu.fr*, 13 avril 2016

(4) «Normandie. Centrales nucléaires. L'Autorité de sûreté nucléaire dénonce un manque de moyens», 22 janvier 2016

(5) Jade Lindgaard, «Nucléaire: incidents en série à la centrale de Paluel», *Mediapart* 22 juin 2011

(6) «Centrale de Paluel: EDF sur les traces de Tepco?», *cgt-dieppe.fr*, 16 juin 2011

(7) «Centrales nucléaires: un rapport alarmant sur l'état des générateurs de secours», *europel.fr*, 16 mars

(8) «Centrales nucléaires: succession d'incidents aux États-Unis», 17 mars 2016

(9) Elsa Fayner, «Au cœur des centrales françaises, les intérimaires du nucléaire», *marianne.fr*, 19 mars 2011

(10) Interview de Michel Lallier, secrétaire du CHSCT de la centrale de Chinon, *Hesa Newsletter*, mars 2006

(11) «Sortir du nucléaire ? Avant tout, sortir du capitalisme!», *Lutte de classe*, n°137, été 2011

(12) Communiqué de la FNME-CGT, «Paluel : Accident de manutention d'un générateur de vapeur», avril 2016

(13) Marc Laimé «Des brèches dans la sécurité des barrages», *Manière de voir*, février-mars 2011

(14) «Moins effrayant que l'atome, le charbon provoque des milliers de morts chaque année dans le monde», *Les Echos*, 25 mars 2011; «Chine: la consommation de charbon aurait fait 670.000 victimes en 2012», *itele.fr*, 7 novembre 2014; «Dans le nord de la Chine, le charbon gratuit a coûté cinq ans et demi d'espérance de vie», *Le Monde*, 10 juillet 2013

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Troisième liste 2016

Aix: 170,00 / André: 7,50 / A.S.: 60,00 / François: 4,00 / Marc: 8,50 / Premier mai: 500,00 / Paris: 300,00 / Toulouse: 376,00

Total liste: 1426,00

Total général: 2790,50

Points de contact:

PACA, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE :

Pour la France : Programme, B.P. 57428, 69347 Lyon Cedex 07
Pour la Suisse : Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.
Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10.
Abonnement de soutien: 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / América latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / América latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**